

# LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

## Retraites : Trois mois de grèves et de manifestations



- **L'économie entre ravin et précipice**
- **L'extrême droite en Israël**
- **Le bilan d'Erdogan**
- **Séisme en Turquie**
- **Les déboires de la France en Afrique**
- **Thons, requins et aigrefins**

## Au sommaire de ce numéro

Retraites : trois mois de grèves et de manifestations	1
L'économie capitaliste entre ravin et précipice	5
Israël : l'extrême droite, produit du sionisme et de l'oppression des Palestiniens	11
Turquie : le gouvernement Erdogan, un bilan catastrophique	19
Turquie : le séisme du 6 février, la souffrance des populations et les profits à venir	22
Les déboires de l'impérialisme français dans ses anciennes colonies d'Afrique	26
Thons, requins et aigrefins	31
Errata	32

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

## Abonnements pour un an (8 numéros)

### Plis ouverts

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

### Plis fermés

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

## Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



## Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –  
93501 PANTIN CEDEX

## Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union  
communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



## Retraites : trois mois de grèves et de manifestations

**En faisant adopter son projet sur les retraites par l'Assemblée nationale avec la procédure du 49.3, Macron pensait en finir rapidement avec le mouvement de grèves et de manifestations lancé par les organisations syndicales le 19 janvier dernier. Non seulement il n'en a rien été, mais ses propres déclarations à la veille de la neuvième journée de mobilisation ont donné un nouveau souffle à la colère et à la protestation parmi les travailleurs.**

### UN GOUVERNEMENT SANS MAJORITÉ

Le scénario de la réforme des retraites, notamment le report de deux ans de l'âge de départ pour la quasi-totalité des salariés, soit à 64 ans, devait permettre à Macron de rallier Les Républicains et de les associer à cette « mère de toutes les réformes ». Son gouvernement avait déjà dû multiplier l'usage du 49.3 au cours des premiers mois de son deuxième mandat, puisqu'il a perdu sa majorité absolue à l'Assemblée nationale lors des législatives de 2022. Il pouvait raisonnablement croire que ce qu'il reste de l'ancien parti de la droite traditionnelle, partisan ouvert depuis des années d'un report de l'âge de départ à la retraite à 64 ans voire au-delà, ne se désavouerait pas. Malgré le soutien des sénateurs LR et l'appel de plusieurs de leurs dirigeants, dont Éric Ciotti et Bruno Retailleau, à voter le texte, « *le compte n'y était pas* », comme l'a reconnu Élisabeth Borne pour justifier son recours au 49.3. Visiblement, dans les rangs de la droite, peu nombreux sont les élus prêts à assumer un soutien à cette mesure

très majoritairement rejetée dans l'opinion et même dans une partie de leur propre électorat. Y compris Charles Amédée de Courson, rédacteur de la motion de censure transpartisane contre Borne, qui avait déposé par le passé un amendement pour repousser l'âge de départ à la retraite à 64 ans... dès 2020.

Et depuis, Macron a eu beau demander à sa Première ministre d'élargir sa majorité, ce qui ne peut se concevoir aujourd'hui que sur la droite de l'échiquier politique, il n'est pas

sûr que, dans le contexte actuel, l'appel de la mangeoire sera suffisant pour débaucher quelques renforts dont l'exécutif aurait bien besoin pour faire passer ses textes en préparation.

Comme il est par ailleurs peu probable que Macron opte à court terme pour une dissolution, alors que lui et ses partisans sont affaiblis et isolés, on s'achemine sans doute vers le recours de plus en plus fréquent à des procédures contournant l'Assemblée nationale : ordonnances, décrets-lois et autres



**Travailleurs d'aujourd'hui, d'hier ou de demain, tous unis en manifestation (le 23 mars, à Paris).**

modalités, à l'instar de son article 49.3 que la V<sup>e</sup> République met à la disposition de l'exécutif. Macron l'a lui-même laissé entendre en affirmant que, déjà, le Parlement débattait et voyait trop de lois et que « *tout ne passe pas par la loi* ». Et François Patriat, président du groupe des « marcheurs » au Sénat, d'asséner : « *On légifère trop, et avec des lois trop lourdes et trop longues et qui sont trop bavardes!* » Et si Élisabeth Borne affirme désormais qu'elle ne compte plus utiliser le 49.3 en dehors des textes financiers, et donc du budget, cela n'engage que ceux qui veulent la croire.

Le mérite de la longue séquence de cirque parlementaire, voire de « bordel », que les dirigeants syndicaux se sont eux-mêmes permis de railler comme « *indigne et honteux* » (Laurent Berger), est peut-être d'avoir affermi la conviction dans une partie du monde du travail que ce n'est pas dans ces cénacles de notables que leur sort se joue, mais bien sur le terrain de la lutte de classe, de la grève et dans la rue.

### UN MOUVEMENT NON EXPLOSIF MAIS QUI DURE ET S'ÉTEND

Depuis le mois de janvier les journées d'action et les manifestations se succèdent, en conservant leur caractère massif, avec au total plusieurs millions de participants et de grévistes, y compris dans de nombreuses petites villes. Et ce, sans compter le soutien passif dont ce mouvement bénéficie dans une très large partie de l'opinion, bien au-delà des seuls rangs de la classe ouvrière et des travailleurs effectuant les travaux les plus pénibles, les plus touchés par la réforme.

Ce mouvement demeure malgré tout marqué par son caractère non explosif et par le fait que les arrêts de travail



qui l'accompagnent ne se sont pas transformés jusqu'à présent en une véritable grève, reconduite de jour en jour, et encore moins en grève générale. Seuls quelques secteurs, dont les raffineries ou la SNCF, qui s'étaient déjà mobilisés fortement durant l'automne dernier, ainsi que les éboueurs de quelques grandes villes, les dockers, les travailleurs de l'énergie ou une fraction des enseignants, se sont engagés dans de tels mouvements.

En intervenant à la télévision, mercredi 21 mars, avec sa morgue et son mépris habituels, c'est Macron lui-même qui a peut-être redonné de la force à la mobilisation. En affirmant être « *sans regret* » et vivre « *de volonté et de ténacité* », puis en comparant la « *foule* » des manifestants aux émeutiers du Capitole de Washington en janvier 2021, il attire la haine des travailleurs comme un paratonnerre la foudre. Il a en outre conforté les dirigeants syndicaux, qui dénoncent depuis le début de la discussion sur les retraites le peu de considération dont ils font l'objet de la part de

Macron, en ciblant ouvertement le patron de la CFTD, Laurent Berger. Celui-ci était dénoncé en particulier pour n'avoir pas fait de contre-propositions et pour être un partisan honteux d'un report de l'âge de la retraite, Macron rappelant avec gourmandise qu'il l'avait proposé en vain lors du dernier congrès de son syndicat en juin 2022. Berger, qui a protesté contre cette mise en cause « *déplacée* », a rappelé qu'il avait bien un projet de réforme (celui de la retraite dite à points), et que c'était d'ailleurs celui que Macron avait lui-même repris à son compte en 2019. Le lendemain de l'interview du président, les rues n'en furent que plus noires de monde.

En annulant dans la précipitation la visite d'État du roi d'Angleterre, qui devait célébrer pas moins que la réconciliation franco-britannique, Macron, lui-même roi de la provocation, n'a sans doute pas voulu offrir en plus à la vindicte populaire l'image, dont il est coutumier, d'une réception fastueuse au château de Versailles.

## LES DIRECTIONS SYNDICALES À LA MANŒUVRE

Depuis des mois, c'est un front syndical uni qui conduit le mouvement et lui imprime son rythme, sans être véritablement contesté, sauf par de petites minorités. C'est d'ailleurs ce qui explique le ton de l'ensemble des dirigeants de ces centrales et leur volonté (pour combien de temps encore ?) de ne pas céder devant le pouvoir, allant jusqu'à demander à l'occasion de la journée du 7 mars dernier de « *mettre le pays à l'arrêt* ». Macron a réussi, en s'attaquant à l'ensemble des salariés et en repoussant toutes les avances des bureaucraties syndicales, à les souder et à les mettre en ordre de marche. Laurent Berger, qui se dit depuis le début « *vent debout* » et en « *opposition frontale* », apparaît comme le dirigeant et le porte-parole de cet aréopage syndicaliste, au point de susciter chez certains l'espoir qu'il pourrait être le meilleur candidat contre Le Pen en 2027... Berger décline l'offre pour le

moment, mais l'évolution de la situation pourrait l'amener à s'engager en politique et à se poser en recours, comme il le fait déjà sur le terrain social. Philippe Martinez et la CGT contribuent davantage que lui au succès des manifestations, tout en jouant leur propre partition, en se disant, plutôt discrètement, partisans de « *l'amplification des grèves* ». Celui qui dirige encore la CGT, pour quelques jours, présente d'ailleurs cela comme une simple « *nuance avec la CFDT* », qui « *ne gêne pas* » l'intersyndicale. Les deux ont dit, quasiment dans les mêmes termes, à quel point ils se sentent trahis par celui pour lequel ils avaient appelé à voter au deuxième tour de la présidentielle : « *Macron nous a marché dessus ensuite* », dénonce Martinez, quand Berger s'emporte contre celui qui « *leur marche sur la gueule* ». N'avaient-ils pas en effet prévenu, dans un courrier au président de la République daté du 8 mars, que la situation « *pourrait devenir explosive* » ? « *Ça n'a semblé inquiéter personne* », s'étouffe Martinez. Une façon de se présenter comme

des interlocuteurs ayant le sens des responsabilités et qu'il faudrait écouter, faute de quoi la situation risquerait d'échapper à leur contrôle. C'est aussi le sens de la récente supplique de Laurent Berger à Macron, lui enjoignant de mettre la réforme « *sur pause* » durant six mois pour calmer le jeu et laisser le temps à la concertation.

Ces directions, qui ne craignaient pas jusque-là d'être débordées, ne pouvaient pas se saborder en avalant la coulèvre que Macron voulait leur faire avaler. Elles ont tenu également à faire en sorte que la contestation reste sur ce seul terrain des retraites et ne s'étende pas notamment à la question des salaires, qui inquiète et mobilise parfois davantage les travailleurs. À Airbus comme à Caterpillar, FO, le syndicat majoritaire, a ainsi clairement expliqué qu'il n'était pas question de s'en prendre à la direction ni de mettre en péril l'entreprise et ses commandes. Les directions syndicales tenaient à faire la démonstration qu'elles sont des courroies de transmission



Les camions de ramassage des ordures ne sortent pas : les éboueurs font grève. Port-Bail-sur-Mer, dans la Manche, le 15 mars.



indispensables pour le maintien de l'ordre social... à condition de leur laisser du « grain à moudre », selon l'expression de l'ancien dirigeant de FO André Bergeron. Le mouvement sur les retraites n'a d'ailleurs pas empêché FO et la CFDT de signer au même moment un texte avec le Medef sur le « partage de la valeur » dans les entreprises. Un texte que Macron entend désormais faire inscrire dans la loi. Preuve que, si les ponts sont provisoirement coupés entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement, ils ne l'ont jamais été avec le patronat.

Mais la grande bourgeoisie, dont Macron est le commis, n'entend pas manquer une occasion de mettre les travailleurs à genoux. Et elle tient à s'appropriier tout le « grain », pour consolider davantage encore ses profits dans le contexte de crise et d'entrée dans une économie de guerre.

#### VERS UNE GÉNÉRALISATION DE LA GRÈVE ?

La seule chose qui pourrait faire basculer la situation serait

une entrée large et déterminée de la classe ouvrière dans la grève. Rien n'indique à ce jour que nous nous orientons vers ce basculement, qui viendrait perturber le bras de fer engagé entre les organisations syndicales et le pouvoir. Contrairement à ce qu'affirment nombre de commentateurs et de militants, qui évoquent une radicalisation, en mettant en avant la multiplication des actions de blocage devant des entreprises, des ronds-points ou des péages, il n'y a pour l'instant pas davantage d'indices d'une telle transformation. Cette radicalisation pourrait même être, si cela se substituait à des grèves sur les lieux de travail, un signe de renonciation ou de désespoir à engager le combat là où les travailleurs peuvent le gagner : celui de la grève, qui seule peut faire plier la bourgeoisie. Car, comme l'a dit notre camarade Nathalie Arthaud, « la radicalité n'est pas de mettre le feu aux poubelles, c'est de ne pas les ramasser ».

Mais l'histoire du mouvement ouvrier nous enseigne que le rythme, le flux et le reflux de la lutte des classes peuvent connaître bien des variations.

Si, par exemple, les grèves de juin 1936 ont bien eu un caractère explosif et ont changé de nature avec l'occupation des usines, les premiers signes de ce sursaut ouvrier avaient été observés, dans un tout autre contexte, en 1934 et 1935, dans des grèves qui, violemment réprimées, étaient restées isolées et n'avaient alors pas fait basculer le rapport de force avec la bourgeoisie.

Pour l'instant, c'est Macron qui cristallise l'essentiel des haines et des rancœurs. Mais on peut espérer que la classe ouvrière se nourrira de l'expérience tirée des mouvements qui ont secoué le monde du travail ces dernières années sans avoir inversé le cours des choses : ripostes aux précédentes attaques contre les retraites, contre les lois Travail, ou mouvement des gilets jaunes. Elle est en mesure d'en tirer la conclusion qu'elle ne pourra vaincre que par des grèves puissantes, généralisées, contrôlées par elle-même, qui s'attaqueront aux profits et au pouvoir de ceux qui dirigent réellement l'économie : le grand patronat, les banquiers, les financiers, c'est-à-dire ceux-là mêmes qui dictent sa feuille de route à Macron et, demain, à son successeur...

Dans cette perspective, les forces des révolutionnaires sont aujourd'hui bien trop faibles pour être déterminantes et jouer un véritable rôle. En revanche, la situation, les discussions qu'elle permet, les yeux et les consciences qu'elle ouvre doivent permettre à nos idées de trouver écho dans une fraction de la jeunesse et de la classe ouvrière mobilisée. Ce sera un gage précieux pour les combats à venir.

Le 26 mars 2023



## L'économie capitaliste entre ravin et précipice

**«La Fed entre ravin et précipice», titrait le 14 mars un éditeur du journal *Les Échos*, pour qualifier les incertitudes des banquiers centraux, confrontés d'un côté à l'inflation qui flambe et de l'autre aux menaces de faillites en chaîne des banques, après celle de la Silicon Valley Bank (SVB). Ceux qui prétendent réguler le système financier international seraient avec des «lampes frontales dans le brouillard», hésitant à choisir entre les deux seuls remèdes qu'ils connaissent : jeter des milliards dans le système, ou fermer le robinet du crédit. Dans tous les cas, les classes populaires paient déjà au prix fort.**

Le rôle officiel des banques centrales est de réguler le système financier en adaptant la masse monétaire en circulation aux besoins du marché capitaliste, c'est-à-dire aux volumes de production et de circulation des marchandises. En fixant les divers taux d'intérêt auxquels les banques privées peuvent se refinancer, les banques centrales encouragent ou freinent les emprunts des entreprises comme des particuliers, ce qui est supposé se répercuter sur les investissements productifs et la croissance économique. Mais ce sont les capitalistes, et d'abord les plus puissants d'entre eux, qui décident de l'usage qu'ils font des capitaux disponibles, en fonction des profits qu'ils escomptent et de l'idée qu'ils se font de l'avenir de leur propre système.

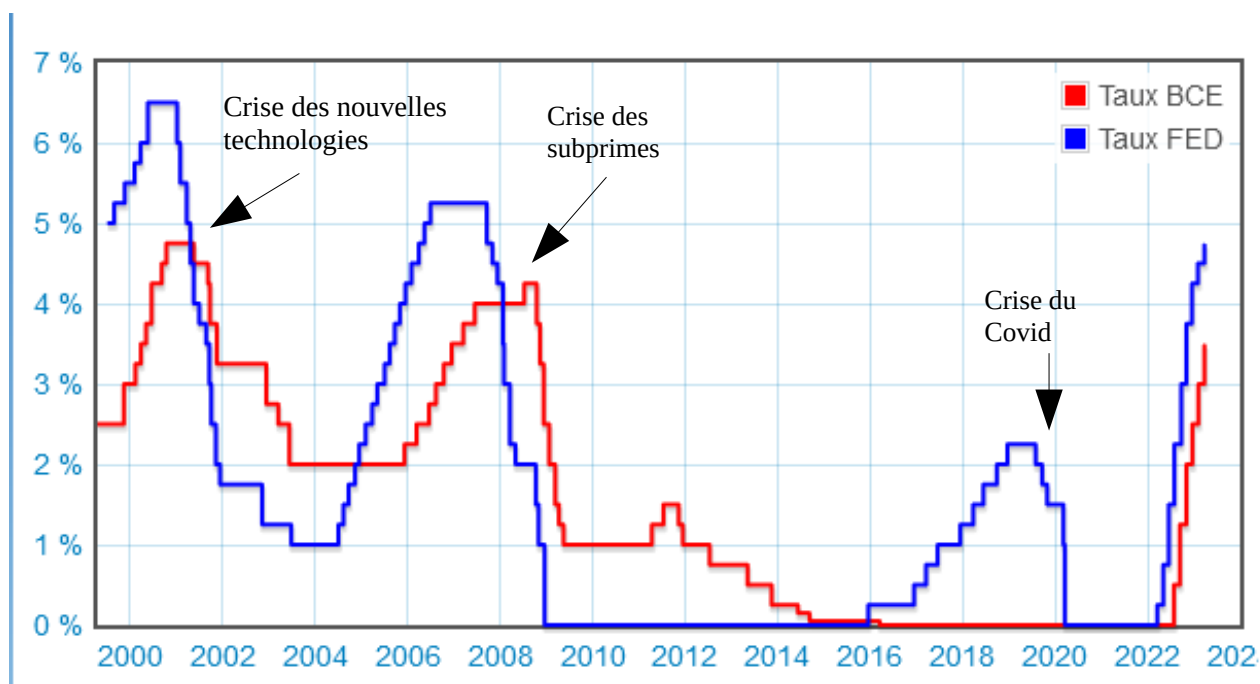
### DE LA BAISSÉ DES TAUX À LEUR REMONTÉE

Pendant une longue période, depuis la crise du système financier mondial en 2008, les taux d'intérêt pratiqués par les banques centrales avaient baissé jusqu'à 0 %, quand ils

n'étaient pas devenus négatifs. Elles rachetaient sans barguigner leurs titres douteux (dettes, obligations d'État...) aux banques privées, voire à certaines grandes entreprises. Durant ces quinze années de crédit facile, les milliers de milliards de dollars, d'euros ou de yens injectés dans l'économie ont très peu relancé les investissements productifs. Ils ont en revanche alimenté la spéculation, qu'elle porte sur l'immobilier, les matières premières ou bien d'autres secteurs. Ils ont donné du carburant aux banques de tout type pour inventer de nouveaux montages financiers. Ils ont accéléré le développement des Gafam et autres entreprises de la nouvelle économie, qui ont pu faire grossir le montant de leur capital sans construire et développer en parallèle des moyens de production réels, ayant une valeur du même ordre de grandeur. Ils ont facilité les fusions-acquisitions, les rachats d'actions et finalement la concentration du capital. Durant toutes ces années, sans inflation, l'exploitation s'est accrue et la part de richesses prélevée par les capitalistes n'a cessé d'augmenter

au détriment des travailleurs. C'est d'ailleurs l'aggravation de l'exploitation et le maintien des salaires au plus bas, dans tous les pays, qui permettaient la faible inflation sur le prix des produits manufacturés.

Depuis un an, avec le retour de l'inflation et sous prétexte de la juguler, les banques centrales, après une longue période d'hésitation, n'ont cessé d'augmenter leurs taux de refinancement. De mars 2022 à mars 2023, la banque fédérale américaine (Fed) a porté son principal taux de 0 % à 4,75 %. La banque centrale européenne (BCE) l'a suivie, portant son taux de 0 % en juillet à 3,5 % à la mi-mars. L'objectif explicite des banques centrales est de « ralentir le marché » en réduisant la demande de tous les biens, produits manufacturés ou immobiliers, en espérant que les prix baisseront. Les particuliers ne pourront plus emprunter pour acheter un logement ou une voiture. Faute d'acheteurs en nombre suffisant, les prix sont supposés baisser. Avec des taux en hausse, les entreprises, petites, moyennes ou même des grosses jugées moins rentables, trouveront plus difficilement



Evolution des taux directeurs de la FED et de la BCE entre 2000 et 2023

Sources : <https://france-inflation.com/taux-directeurs-bce-fed.php>

des crédits pour investir. Elles réduiront la voilure ou feront faillite. Dans tous les cas, elles supprimeront des emplois. Un surcroît de chômage et, de préférence, des chômeurs peu ou pas indemnisés, obligera tous les travailleurs à accepter des salaires plus faibles. Cela mettra les patrons en position de force pour refuser des augmentations de salaire. Voilà l'objectif explicite des banquiers centraux. En septembre, l'économiste Patrick Artus l'avait formulé sans fioriture (*Les Échos*) : « Pour faire baisser l'inflation, il faut faire monter le chômage. »

En réalité, ces gens-là n'en savent rien. Pendant quinze ans, ils se demandaient doctement pourquoi l'injection de capitaux dans l'économie, avec une masse monétaire multipliée par quatre entre 2008 et 2021, ne provoquait pas d'inflation. Aujourd'hui, les banquiers centraux n'ont pas la moindre garantie que la restriction monétaire fera baisser l'inflation.

En revanche, elle provoque déjà des catastrophes, au point

que certains économistes bourgeois s'en inquiètent. Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie américain, dénonçait dans une tribune publiée dans *Les Échos*, le 15 décembre dernier, « la détermination sans faille des banques centrales à rehausser les taux d'intérêt ». « Au nom de la maîtrise de l'inflation, elles ont choisi une trajectoire vouée à provoquer une récession – ou à aggraver si cette récession devait survenir en tout état de cause. » Trois mois plus tard, après la faillite de la Silicon Valley Bank, il critiquait : « Si l'on considère les hausses importantes et rapides des taux d'intérêt voulues par Powell, il était à prévoir que la brutalité des évolutions des prix des actifs financiers causerait quelque part dans le système financier un trauma. » Les règlements de comptes entre Stiglitz, ex-conseiller d'Obama, et Jerome Powell, mis en place sous Trump, laissent entrevoir les inquiétudes de ces économistes proches du pouvoir.

### SVB, CRÉDIT SUISSE : LE SPECTRE DE 2008

Le 9 mars, la banque californienne SVB, qui hébergeait les comptes de nombreuses entreprises de la Silicon Valley, a subi la plus grande panique bancaire de l'histoire. En une seule journée, ses clients ont voulu récupérer, par un simple clic, 42 milliards de dollars. Cette banque, qui n'était pas classée parmi les trente banques internationales jugées « trop grosses pour faire faillite », n'avait pas fait d'opérations douteuses ou frauduleuses. Elle ne possédait pas de titres pourris, comme les subprimes qui ont provoqué la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers en 2008 et déclenché la crise du système bancaire. Elle avait placé l'argent de ses clients dans des bons du Trésor américain à longue échéance, les titres les plus sûrs au monde. Mais, justement, la valeur de ces obligations d'État a baissé, du fait de la remontée des taux de la Fed. Avec des taux plus hauts, les nouvelles obligations émises par l'État rapportent





**Des clients font la queue devant une agence de la Silicon Valley Bank, pour retirer leur argent, dans le Massachusetts, aux États-Unis, le 13 mars.**

plus aux financiers qui vendent les anciennes, provoquant leur dévaluation. Un autre effet collatéral de la remontée des taux et du recul de l'argent facile, qui s'ajoute à la crise économique, c'est une plus grande difficulté pour les start-up, californiennes ou autres, de lever des fonds pour accroître leur capital. Quand certaines de ces start-up, ayant besoin d'argent frais, ont commencé à retirer leurs fonds, la SVB s'est retrouvée piégée, incapable d'honorer les retraits.

Devant la panique provoquée par la faillite de SVB, la Fed est intervenue sans délai. Biden en personne s'est exprimé pour assurer les banquiers que l'État garantirait, quoi qu'il en coûte, tous les fonds placés dans les banques. L'État est toujours là pour sauver la mise des capitalistes avec l'argent public. Comme le faisait remarquer un observateur : *« Les entrepreneurs californiens sont tous libertariens, jusqu'à ce qu'ils soient frappés par une hausse des taux d'intérêt. »* Cette intervention immédiate montre que les dirigeants de la bourgeoisie savent que leur économie est instable et qu'ils redoutent en permanence une nouvelle crise systémique.

Pratiquant la méthode Coué, comme Christine Lagarde, alors ministre de l'Économie de Sarkozy, qui déclarait en 2008 : *« Ceci n'est pas un krach »*, Bruno Le Maire a déclaré après la

faillite de SVB : *« Je ne vois pas de risque de contagion en Europe. »* Patatras, moins de vingt-quatre heures plus tard, le Crédit suisse, deuxième banque helvétique, était menacé de faillite, tandis que les actions de la BNP et de la Société générale perdaient 30% à la Bourse de Paris. Le Crédit suisse étant l'une des trente banques dont la faillite menacerait la stabilité de tout le système, les autorités suisses ont imposé à UBS, en moins d'un week-end, de racheter le Crédit suisse pour 3 milliards d'euros. Les emplois des salariés de la banque, eux, n'ont pas été sécurisés. Ils risquent de disparaître par milliers, alors que le Crédit suisse a déjà licencié 9 000 de ses 52 000 salariés au cours des deux dernières années. Pour convaincre les patrons d'UBS, réticents malgré le prix bradé, car bien placés pour savoir que les coffres du Crédit suisse pouvaient contenir des titres douteux, les autorités suisses leur ont ouvert avec l'argent public un fonds de garantie de 9 milliards. Le Crédit suisse, comme UBS et tant d'autres banques dans le passé, a été récemment mis en cause dans divers scandales de corruption, d'opérations de blanchiment ou d'évasion fiscale, de manipulations de taux. Il avait des participations dans un fonds spéculatif, Archeos, qui a fait faillite en 2021. Toutes les casseroles du Crédit suisse ont fini par faire douter les autres financiers de

sa solidité. La faillite de la SVB, en semant le doute sur la solidité de chaque banque, a accéléré sa chute.

D'autres banques pourraient être entraînées par la chute de la SVB et du Crédit suisse. La Deutsche Bank, première banque allemande, pourrait être le prochain domino à tomber. Le 24 mars, son cours boursier a commencé à chuter dangereusement. Dans un climat de défiance générale, l'annonce qu'elle souhaitait rembourser par anticipation certaines de ses créances, au lieu de rassurer les marchés, a déclenché leur méfiance. Les rodomontades de Christine Lagarde, présidente de la BCE, qui déclarait le 20 mars, lors du sommet des dirigeants de l'UE : *« Le secteur bancaire de la zone euro est résilient »*, ne suffiront pas à protéger la société du risque d'une nouvelle crise financière systémique. Depuis 2008, les banques ont trouvé le moyen de contourner les mesures dites prudentielles qui leur avaient été imposées pour éviter des faillites en chaîne. Elles ont inventé de nouveaux instruments pour spéculer et s'enrichir par tous les moyens, s'exposant à des faillites en cas de retournements brutaux. Quand les marchés financiers, c'est-à-dire une poignée de grands banquiers ou de grands fonds d'investissement comme BlackRock, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, perdent confiance dans telle ou telle banque soupçonnée d'être trop exposée, ce qui est le cas de la Deutsche Bank, ils peuvent la faire couler en peu de temps.

## VERS UNE CRISE DE LA DETTE PUBLIQUE ?

La remontée des taux renchérit la dette des États. Après avoir longtemps justifié les économies drastiques dans tous les services utiles à la population par la nécessité de limiter la dette publique, les États ont ou-

vert les vannes pour verser des centaines de milliards aux capitalistes, au moment du Covid, puis pour amortir la flambée des prix de l'énergie, favoriser la transition énergétique ou financer leur réarmement. Ainsi la dette de l'État français est-elle passée d'un peu moins de 100 % du PIB en 2019 à 114 % en 2022 (Insee). Elle n'était que de 67% avant la crise de 2008. Pour 2023, l'agence France trésor, qui gère la dette de l'État français, prévoit d'emprunter 270 milliards d'euros aux taux du jour. La dette publique totale française va dépasser les 3000 milliards d'euros à la fin de l'année. L'Allemagne, endettée à hauteur de 68 % de son PIB pour une dette publique totale de 2500 milliards d'euros, prévoit d'émettre un emprunt record de 579 milliards d'euros en 2023. La hausse des taux fait gonfler toutes les dettes. Alors que l'État français empruntait à 0,2% en janvier 2022, il le fait à plus de 3% un an plus tard. En un an, le service de la dette,

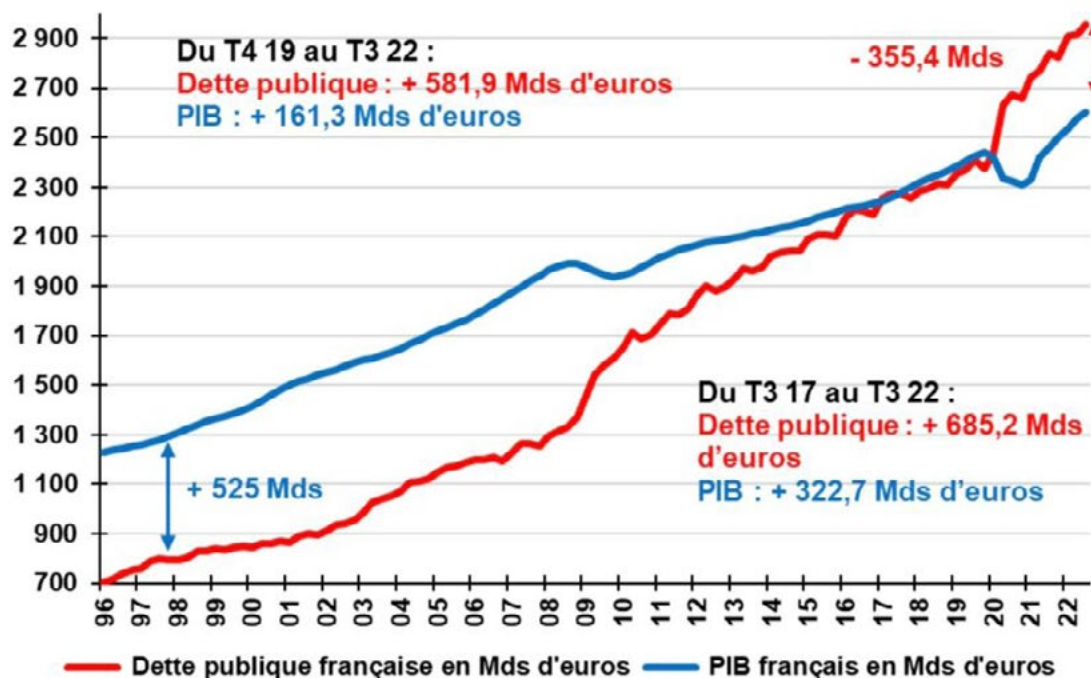
c'est-à-dire les sommes remboursées en intérêts, est passé de 38 à 52 milliards d'euros, une somme proche du budget de l'Éducation nationale. Ces dettes colossales profitent à la bourgeoisie, mais sont et seront entièrement payées par les classes populaires.

La hausse des taux relance la spéculation sur la dette des États, car les marchés financiers prêtent à des taux plus faibles aux États jugés plus solvables, moins endettés et à la croissance économique plus forte, comme l'Allemagne, plutôt qu'à ceux qui sont plus endettés, comme l'Italie. L'attaque des marchés financiers contre la dette du Royaume-Uni et la livre sterling, en octobre dernier, après l'annonce de fortes baisses d'impôts par la Première ministre Liz Truss, a rappelé que ces marchés sont sans cesse à l'affût, prêts à utiliser toutes les failles pour spéculer. Ces marchés financiers sont aussi schizophrènes qu'impitoyables avec le personnel politique au pou-

voir. Ils réclament des baisses d'impôts, exigent que l'argent public leur revienne sous toutes les formes, mais sanctionnent les gouvernements qui le font trop brutalement. Ils profitent à fond de la dette publique mais prêtent à des taux usuraires à ceux qui sont trop endettés. Un Macron est sommé par les marchés financiers d'attaquer la retraite des travailleurs, mais il est sanctionné si, en le faisant, il déclenche une crise politique et sociale.

Menace de nouveaux krachs bancaires, risque d'une crise de la dette, la crise de l'économie capitaliste continue de s'approfondir. Elle prend en plus aujourd'hui la forme d'une inflation durable qui, couplée à la hausse des taux d'intérêt, pourrait entraîner une récession économique, c'est-à-dire un recul de la production matérielle, et des fermetures d'entreprises. La directrice du FMI a pronostiqué, début janvier: « Un tiers de l'économie mondiale sera en récession en 2023. »

France : Plus la dette publique augmente, moins le PIB progresse.



Sources : INSEE, ACDEFI

L'INFLATION ET CEUX  
QUI LA DÉCLENCHENT

L'inflation et les récessions sont toujours présentées comme des phénomènes naturels, conséquences plus ou moins mécaniques des aléas subis par l'économie. Les revues économiques sont pleines d'analyses sur les causes conjoncturelles ou structurelles de l'inflation. Ceux qui n'arrivaient pas à comprendre, pendant quinze ans, pourquoi l'argent facile ne provoquait pas d'inflation prétendent l'expliquer aujourd'hui et font des pronostics, régulièrement démentis, sur sa durée. Évidemment, ils n'en savent rien.

L'inflation, comme les récessions, ne sont pas des phénomènes naturels. Elles sont provoquées et amplifiées par les décisions des capitalistes les plus puissants, en situation de monopole dans des secteurs clés de l'économie. La guerre en Ukraine, la crise énergétique, la transition énergétique, les pénuries engendrées par le long confinement de la Chine, la rivalité économique qui s'est accélérée entre l'Europe et les États-Unis et bien d'autres facteurs contribuent certes à l'inflation. Mais les prix de l'énergie avaient augmenté bien avant le déclenchement de la guerre en Ukraine et la fermeture des gazoducs en provenance de Russie. Si la pénurie de conteneurs et la désorganisation du trafic maritime lors de la reprise post-Covid ont servi de prétexte aux armateurs pour multiplier le prix d'un trajet Shanghai-Le Havre par sept voire dix, deux ans plus tard les prix ne sont pas redescendus à leur niveau d'avant la pandémie. Derrière ces hausses, il y a avant tout les choix faits par les patrons en position de force, comme les cinq plus grandes compagnies pétrolières mondiales, qui ont réalisé 200 milliards de dollars de profits en 2022, ou comme les transpor-



Manifestation à Athènes, le 5 mars, après l'accident ferroviaire qui a fait 57 morts le mardi précédent.

teurs maritimes, dont le français CMA-CGM (25 milliards d'euros de profits en 2022) ou le danois Maersk (27 milliards d'euros).

Les dernières négociations annuelles entre les géants de la grande distribution et les capitalistes de l'agroalimentaire avaient levé un coin du voile. Jouant les défenseurs des consommateurs, les patrons de la grande distribution avaient balancé : « *Les industriels demandent des hausses de tarifs délirantes* » (Alexandre Bompard de Carrefour); « *Les industriels profitent de la situation en demandant des hausses non justifiées* » (Michel Biero de Lidl). Un chroniqueur du *Figaro* rapportait, le 20 mars, l'inquiétude du très patronal institut allemand IFO : « *Certaines entreprises ont pris prétexte de l'inflation pour augmenter fortement leurs profits, tout spécialement dans le commerce, la construction et l'agriculture.* » La BCE a timidement froncé les sourcils : « *La croissance des profits reste très forte, ce qui signifie que la transmission des coûts plus élevés aux prix de vente demeure robuste.* » Le chroniqueur du *Figaro* concluait par une formule bien parlante : « *L'inflation, c'est la loi de la jungle et les plus forts en sortent gagnants.* »

Pour le dire autrement, quelle

que soit la politique monétaire des banques centrales, argent facile ou restriction du crédit, les capitalistes les plus puissants se débrouillent toujours pour rafler la part du lion des richesses créées par les travailleurs, au détriment des capitalistes intermédiaires et, au bout de la chaîne, au détriment des consommateurs des classes populaires. Celles-ci n'ont pas profité des années où les taux d'intérêt étaient bas, mais vont payer au prix fort leur remontée, par tous les bouts. Pour les travailleurs, l'inflation se traduit par un appauvrissement, car les salaires sont toujours en retard sur les prix, et les récessions entraînent des licenciements et la montée du chômage. Au spectre de la crise des banques de 2008, qui accélérerait la récession, s'ajoute le spectre de la crise de la dette grecque de 2010, qui avait déclenché une saignée dramatique pour les retraités, les fonctionnaires et les classes populaires de ce pays, sous prétexte de réduire l'endettement du pays et de rassurer les marchés financiers. Le sort de la population grecque, symbolisé par le tragique accident de train sur la ligne Thessalonique-Athènes, qui subit des services publics défaillants, dans le transport, la santé, l'éducation, des prix exorbitants, des salaires et des

pensions de misère, est celui qui menace les travailleurs de toute l'Europe s'ils ne contestent pas le pouvoir de la bourgeoisie.

## L'AGONIE DU CAPITALISME ET LES TÂCHES DES RÉVOLUTIONNAIRES

Face aux périls multiples que l'économie capitaliste fait peser sur la société, il n'y a pas de voie réformiste. Il n'existe aucune bonne gouvernance des banques centrales, aucun bon gouvernement qui organiserait « une autre répartition des richesses », comme le réclament les réformistes de notre époque. « La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue », disait Trotsky dans le *Programme de transition* en 1938, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. En déclarant récemment « *Le monde se dirige les yeux grands ouverts vers une guerre plus large* », Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, a formulé la même idée : en dehors d'une nouvelle guerre mondiale, dont tous les chefs d'état-major accélèrent la préparation depuis un an, il n'y a pas d'issue à la crise générale du capitalisme.

La seule autre issue, c'est la révolution sociale. La seule issue positive est d'arracher les banques et le système bancaire, l'ensemble des moyens de production, de transport et de distribution des mains du grand capital, pour les placer sous le contrôle de ceux qui produisent tout, les travailleurs, et les réorganiser entièrement, pour les mettre en œuvre de façon rationnelle, coordonnée et planifiée, dans le but de sa-

tisfaire l'ensemble des besoins de l'humanité, sans exploiter des centaines de millions de femmes et d'hommes, sans détruire toutes les ressources, les espèces vivantes et l'environnement. Toutes les bases économiques pour une telle organisation communiste de la société sont en place. La classe ouvrière internationale n'a jamais été aussi nombreuse, rassemblée et unifiée par l'organisation capitaliste elle-même.

Mais les travailleurs sont très loin, aujourd'hui, d'avoir conscience de leurs tâches et de leurs forces potentielles. Ils ont perdu jusqu'à la conscience de former une classe homogène face à la bourgeoisie. Tout l'héritage politique du mouvement ouvrier révolutionnaire, incarné successivement par Marx, Engels, Lénine ou Trotsky, toutes les leçons des révolutions ouvrières du passé, résumées en particulier dans le *Programme de transition*, sont entièrement à réapprendre. L'accélération de la crise va cependant pousser des millions de travailleurs, y compris parmi les catégories, techniciens, cadres, longtemps épargnés par la crise, y compris dans les pays riches, à se mobiliser pour défendre leurs conditions d'existence. Ces luttes et ces mobilisations, pour des augmentations de salaire, contre la vie chère, contre le chômage et les licenciements, contre l'austérité imposée à coups de trique, contre les réformes antiouvrières successives, contre la fermeture d'hôpitaux ou d'écoles, contre le retour du service militaire, doivent être autant d'occasions pour que les travailleurs retrouvent une conscience de

classe. Cela suppose la présence dans la classe ouvrière de militants communistes, cherchant à s'appuyer sur chaque événement, chaque lutte partielle, et a fortiori sur les mouvements de masse qui éveillent politiquement des dizaines de milliers de personnes, pour faire progresser la conscience de classe. Cela commence par comprendre que les Macron, Le Pen ou Mélenchon, qui portent les attaques ou se posent en alternatives, ne sont que du petit personnel interchangeable au service du capital ; que la police, la justice, le Parlement, toutes les institutions sont un appareil d'État entièrement conçu pour défendre la propriété privée des moyens de production ; qu'il n'y a pas d'autre dialogue social que le rapport de force et que le patronat ne fera aucune concession, n'accordera aucun droit, sans que soient menacés ses profits ; que la bourgeoisie reprend chaque fois de la main gauche le double de ce qu'elle a donné de la main droite ; que les travailleurs doivent mettre en avant leurs revendications vitales, sans se censurer, et qu'ils doivent se donner les moyens, en mettant en place des organismes sous leur contrôle, de diriger eux-mêmes leurs luttes et leurs affaires, sans s'en remettre aux chefs des syndicats.

Toutes les luttes partielles ou générales doivent être saisies pour que de nouvelles fractions de travailleurs comprennent que leur classe doit renverser la dictature de la bourgeoisie et prendre la direction de la société, seule voie pour éviter le précipice.

27 mars 2023



## Israël : l'extrême droite, produit du sionisme et de l'oppression des Palestiniens

Après trois mois de contestation et de manifestations hebdomadaires, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a reporté l'examen de son projet de réforme du système judiciaire au mois de mai, après les vacances parlementaires de la Pâque juive. La contestation de plus en plus massive avait fini par provoquer des fissures au sein de son propre parti, le Likoud. Netanyahu avait été contraint de limoger son ministre de la Défense après que celui-ci eut lui-même réclamé une « pause ».



Manifestation contre la réforme judiciaire de Benyamin Netanyahu, à Tel Aviv, le 28 janvier dernier.

Face à l'ampleur de la mobilisation, Netanyahu a donc préféré reculer, prenant le risque de perdre le soutien des organisations ultranationalistes et religieuses d'extrême droite avec lesquelles il gouverne et dont il a besoin pour conserver une majorité à la Knesset, le Parlement israélien. Le principal d'entre eux, le parti Sionisme religieux, passé de 4 à 10% des voix aux élections législatives de novembre 2022, est devenu la troisième force politique. Son dirigeant, Bezael Smotrich,

partisan du développement de la colonisation juive en Cisjordanie, et vivant lui-même dans une colonie, est devenu ministre des Finances. Il occupe aussi un ministère créé spécialement pour lui, au sein de celui de la Défense, afin de lui permettre d'appuyer la création de colonies juives en Cisjordanie. Partisan de l'annexion de la Cisjordanie dans un Grand Israël, il a déclaré, lors d'un déplacement à Paris, que pour lui « les Palestiniens n'existent pas, parce que le peuple palestinien n'existe pas ».

Il ne cache pas son racisme, soutenant la ségrégation des femmes arabes et juives dans les maternités des hôpitaux et il se qualifie lui-même de « fasciste homophobe ».

Le dirigeant du parti d'extrême droite Pouvoir juif, Itamar Ben Gvir, a pris la tête d'un superministère de la Sécurité nationale. Dans le passé, ce militant de la colonisation juive, qui habite lui aussi dans une colonie de Cisjordanie, a été condamné pour incitation au racisme, soutien à des organisations terroristes juives, et se dit partisan du transfert d'une partie de la population arabe d'Israël vers les pays voisins.

Alors que l'extrême droite a vu son audience progresser aux dernières élections législatives, l'ensemble de la gauche a connu, elle, une véritable débâcle. Le Parti travailliste a réuni péniblement un peu plus de 3% des voix et a failli perdre toute représentation parlementaire. Quant au Meretz, censé incarner un courant à la gauche des travaillistes, il n'a obtenu aucun député pour la première fois de son histoire. Ces deux évolutions sont étroitement liées.



**Lors de sa visite d'un quartier arabe de Jérusalem-Est, le 13 octobre 2022, le politicien d'extrême droite Itamar Ben Gvir brandit une arme pour appeler les policiers à tirer à balles réelles sur les Palestiniens.**

Le poids acquis par l'extrême droite raciste et fascisante a de quoi inquiéter, au-delà des Palestiniens. L'ampleur de la mobilisation de ces derniers mois a montré qu'une partie de la population israélienne est consciente des menaces que ces mouvements font peser sur ses libertés. Nous reviendrons plus loin sur le caractère de ces manifestations. Mais il faut commencer par se demander comment de tels mouvements ont pu arriver au pouvoir, dans ce pays que ses dirigeants présentaient fièrement comme la seule démocratie du Moyen-Orient. L'évolution qui a amené ces mouvements d'extrême droite à acquérir une telle influence découle des conditions de la naissance de l'État d'Israël et tient à l'essence même du sionisme, qui en est le fondement.

## LE SIONISME, UN PROGRAMME COLONIAL

Né à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, le mouvement sioniste se fixait l'objectif de créer un État juif. Mais sur quel territoire? La réponse à cette question n'avait rien d'évident, car la population juive avait été dispersée dans de nombreux pays tout au long de son histoire.

Après un débat dans le mouvement sioniste, le congrès de Bâle en 1903 a tranché la question en faveur de la Palestine. Même ceux qui n'étaient pas religieux ont jugé que seul le mythe de la « terre promise » pouvait donner une justification à leurs objectifs politiques. Dès la naissance de ce mouvement, les liens du sionisme et de la religion ont été très étroits.

La Palestine n'était pas une terre sans peuple, contrairement à ce que proclamaient les sionistes : elle était très majoritairement peuplée par des populations arabes et, en 1914, les Juifs y représentaient moins de 10% des habitants. Cette région constituait une province de l'Empire ottoman, dont les dirigeants se montraient peu susceptibles de favoriser les projets des sionistes.

La création d'un État juif n'était donc possible qu'en obtenant l'appui d'une grande puissance. Pendant longtemps, les dirigeants de l'impérialisme britannique ne témoignèrent aucun intérêt aux objectifs des sionistes. Avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale, cherchant un moyen d'affaiblir l'Empire ottoman, allié à l'Allemagne, ils se décidèrent à appuyer ce mouvement. En novembre 1917, lord

Balfour, alors ministre des Affaires étrangères, publia une lettre, devenue célèbre sous le nom de déclaration Balfour, dans laquelle il se déclarait favorable à la création d'un foyer national juif en Palestine.

Mais, dans le même temps, les diplomates britanniques promettaient à des tribus arabes la création sur ce même territoire d'un grand royaume, en échange de leur appui militaire. Et en fait ils n'entendaient tenir aucune de ces promesses, comme le montraient les accords Sykes-Picot, du nom des diplomates anglais et français qui les négocièrent, signés dans le plus grand secret en mai 1916 à Moscou sous le patronage du tsar russe et rendus publics par les bolcheviks après leur arrivée au pouvoir. Ces accords organisaient le dépeçage de l'Empire ottoman entre la France, qui avait des vues sur la Syrie et le Liban, et le Royaume-Uni, qui comptait mettre la main sur la Palestine. En appuyant à la fois les Juifs et les Arabes, et en les dressant ainsi les uns contre les autres, les dirigeants britanniques cherchaient à s'imposer comme les arbitres de la situation. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, ils se firent attribuer par la Société des Nations, l'ancêtre de l'ONU, un mandat sur la Palestine, où ils mirent en place leur propre administration.

Le sionisme restait un mouvement ultraminoritaire parmi les Juifs d'Europe, qui n'avaient aucunement l'intention d'aller s'installer dans cette région pauvre où ils n'étaient pas les bienvenus. Il a fallu la barbarie des persécutions nazies et des camps d'extermination pour que des centaines de milliers de Juifs se tournent, en désespoir de cause, vers les organisations sionistes. Celles-ci leur promettaient que la seule façon de ne plus revivre de telles horreurs consistait à créer un État juif, qui les protégerait.

COMMONS



Entrée à Jérusalem du général britannique Allenby à la tête des troupes alliées le 11 décembre 1917.

Les organisations sionistes purent ainsi trouver les troupes qui leur permirent de contraindre le Royaume-Uni à mettre fin à sa présence.

#### NAISSANCE D'ISRAËL ET EXPULSION DES PALESTINIENS EN 1948

En 1947, l'ONU vota un plan de partage de la Palestine, prévoyant la création d'un État juif et d'un État arabe, première esquisse de solution à deux États.

Les organisations sionistes n'acceptèrent pas ce partage. Elles se fixèrent l'objectif d'occuper le plus de territoire possible et d'en chasser le maximum d'Arabes, afin de créer ainsi un État au sein duquel les Juifs seraient majoritaires. Pour procéder à ce nettoyage ethnique, un plan fut soigneusement élaboré, le plan Daleth, dont la mise en œuvre commença avant même la proclamation de l'État d'Israël, le 15 mai 1948. À l'issue de la première guerre israélo-arabe, l'État d'Israël, auquel le plan de l'ONU prévoyait d'attribuer 55 % du territoire palestinien, en contrôlait 78 % et 800 000 Palestiniens avaient été expulsés de leur terre, ce que les Palestiniens appellent la Nakba (la Catastrophe). Une grande partie d'entre eux trouvèrent refuge dans les camps où leurs descendants habitent encore aujourd'hui.

Les États arabes ne présentaient pas un front uni face à l'État israélien. Corrompus et représentant une minorité de possédants privilégiés, ils ne se préoccupaient pas de défendre les intérêts des populations palestiniennes. À la tête de la principale force armée, le roi Abdallah I<sup>er</sup> de Transjordanie annexa la Cisjordanie en 1948. Quant aux forces égyptiennes, elles prirent possession la même année de la bande de Gaza. Il ne restait rien de l'État arabe dont l'ONU avait voté la création.

AP



Exode des Palestiniens en mai 1948.

Après la guerre des Six-Jours, en 1967, l'armée israélienne occupa la Cisjordanie et Gaza. Ces territoires ne furent pas annexés car leurs habitants, majoritairement arabes, auraient renforcé la proportion de citoyens non juifs au sein d'Israël. Une administration des Territoires occupés fut mise en place sous la direction de l'armée. Officiellement, cette occupation était temporaire mais, très rapidement, les gouvernements travaillistes de l'époque commencèrent à encourager la

création de colonies juives pour pérenniser leur présence.

Depuis la naissance d'Israël en 1948, ses dirigeants ont entretenu un état de guerre permanent avec les États arabes et se sont fait le relais de la politique américaine au Moyen-Orient. En échange, les États-Unis lui assurèrent un appui indéfectible, afin de pouvoir disposer d'un allié sûr dans la région.

Depuis un siècle, pour mieux faire prévaloir leurs intérêts dans cette région hautement

stratégique à leurs yeux, les puissances impérialistes n'ont cessé d'alimenter le conflit entre Juifs et Arabes, après avoir contribué à le créer.

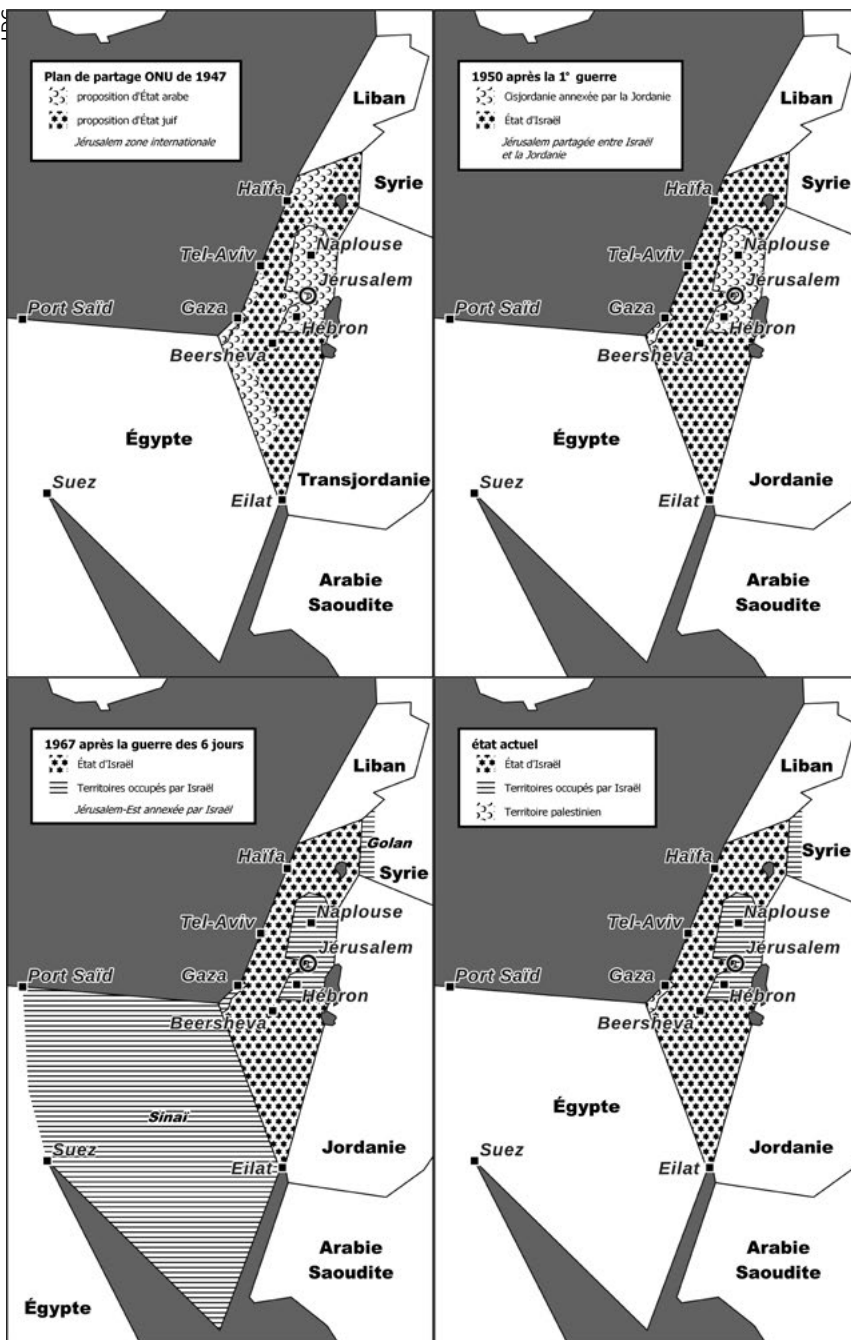
### QUAND LE MOUVEMENT TRAVAILLISTE ÉTAIT HÉGÉMONIQUE

Les organisations qui ont joué un rôle dirigeant durant ces années n'appartenaient pas à l'extrême droite mais se revendiquaient du socialisme.

La gauche a joué un rôle prépondérant au sein du mouvement sioniste à ses débuts, du fait du poids des Juifs issus d'Europe de l'Est, surtout de l'Empire russe, où existait un important mouvement ouvrier. Le Parti travailliste, le Mapaï, a été fondé en 1930, regroupant la grande majorité des courants sionistes se réclamant du socialisme. Il a rapidement été capable de prendre le contrôle des institutions juives de Palestine durant la période du mandat britannique.

Mais son socialisme était limité aux Juifs, excluant totalement les populations arabes. Toute une mythologie a été créée autour du kibboutz, cette forme collective d'exploitation agricole, au sein de laquelle devait régner un esprit égalitaire et qui était censée incarner un idéal socialiste. Mais le véritable objectif de ces kibboutz, c'était la conquête du pays. Ils s'installaient sur des terres achetées à des grands propriétaires absenteïstes et en chassaient les paysans arabes qui y vivaient.

La société que ces prétendus socialistes voulaient créer, les Arabes n'y avaient pas leur place. Et il n'y a rien d'étonnant à ce que, au sein de l'État israélien, ils soient restés des citoyens de seconde zone et que le racisme anti-arabe y ait toujours été fortement présent.



Les frontières d'Israël de 1947 à nos jours.





REUTERS

La « guerre des pierres » en 1987.

### LE POIDS CROISSANT DE L'EXTRÊME DROITE RELIGIEUSE

Les travaillistes occupèrent une position hégémonique pendant trente ans dans la vie politique israélienne. Mais ce sont eux qui ont permis aux mouvements religieux d'occuper une place centrale. Le Premier ministre travailliste David Ben Gourion a cherché à obtenir le soutien des rabbins et des religieux. Il leur a accordé des pouvoirs considérables sur la vie sociale, en leur laissant la gestion de l'état civil, des mariages, des divorces et de toutes les affaires familiales.

Au fil des années, contrôlant une partie du système éducatif, les religieux ont gagné de plus en plus de poids dans la société. Le développement des colonies, au sein desquelles les courants religieux jouaient un rôle dominant, a contribué aussi à renforcer le poids numérique et l'influence de ces courants religieux. Sur le plan politique, les mouvements de colons se situaient clairement à l'extrême droite, prônant l'annexion des territoires occupés et l'expul-

sion de leurs habitants arabes.

Cette évolution a renforcé la droite, qui a été finalement en mesure d'évincer les travaillistes. En 1977, le principal parti de droite, le Likoud, remporta les élections législatives et son dirigeant, Menahem Begin, qui en 1948 appartenait au groupe terroriste d'extrême droite l'Irgoun, devint Premier ministre.

### LES ACCORDS D'OSLO ET LE PRÉTENDU «PROCESSUS DE PAIX»

Après être restés quelques années dans l'opposition, les travaillistes participèrent à plusieurs gouvernements d'union nationale avec la droite. Ainsi, un de leurs principaux dirigeants, Yitzhak Rabin, a été ministre de la Défense entre 1984 et 1990. À ce titre, il a été confronté à l'éclatement de la première intifada, en 1987, cette révolte des jeunes Palestiniens qui affrontaient l'armée israélienne avec seulement des pierres. Rabin donna alors la consigne de leur casser les bras et les jambes. Mais la violence dont firent preuve les soldats ne suffit pas à briser la

détermination de la jeunesse palestinienne mobilisée.

Incapables de mettre fin à l'intifada, les dirigeants israéliens furent contraints d'accepter de négocier avec les organisations nationalistes palestiniennes, ce qu'ils refusaient de faire jusque-là.

Cela conduisit à la signature des accords d'Oslo, le 13 septembre 1993, entre Arafat, dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), et Rabin, devenu Premier ministre après avoir remporté les élections un an auparavant. Ce texte prévoyait la mise en place d'une Autorité palestinienne sur des zones autonomes et un calendrier de négociations devant aboutir à la création d'un État palestinien, qui ressuscitait l'État arabe mort-né de 1947. En septembre 1995, les accords d'Oslo II ont défini le statut de la Cisjordanie, découpée en trois zones. Seules les zones A et B étaient gérées par l'Autorité palestinienne, la troisième zone, représentant plus de 60% des territoires cisjordaniens, dont la totalité des colonies, restant sous le contrôle de l'armée israélienne.

En réalité, les dirigeants israéliens n'envisagèrent jamais d'aller jusqu'à reconnaître un véritable État palestinien. La colonisation de la Cisjordanie ne s'est jamais arrêtée à un seul moment. Pendant cette période, les conditions de vie dans les Territoires occupés ne firent qu'empirer du fait des bouclages des zones autonomes palestiniennes par les autorités israéliennes, empêchant les Palestiniens de se rendre en Israël pour travailler. Le mécontentement et la déception finirent par provoquer l'éclatement de la deuxième intifada à partir de 2000. L'organisation islamiste du Hamas vit son audience augmenter, bénéficiant du fait qu'elle s'était opposée aux accords d'Oslo. Pour renforcer son image de radicalisme auprès des Palestiniens, elle multiplia les attentats suicides meurtriers.

Le dirigeant de droite Ariel Sharon devint Premier ministre en février 2001, en s'appuyant sur le sentiment de peur qui se répandait au sein de la population israélienne. « Oslo, c'est fini », aurait-il dit en arrivant au pouvoir. Revenant à ce qu'avait été la politique des gouvernements israéliens avant la signature des accords d'Oslo, il refusa tout contact avec l'OLP et lança une répression féroce. L'armée israélienne déploya des chars en Cisjordanie, bombardant des villes palestiniennes, allant jusqu'à raser des quartiers entiers avec des bulldozers. Le siège de l'Autorité palestinienne à Ramallah, où se trouvait Arafat, fut assiégé pendant deux ans, le privant à certains moments d'eau et d'électricité.

En revenant à la politique qui prévalait avant 1993, Sharon n'avait pas l'intention d'annexer l'ensemble de la Cisjordanie. Il entreprit la construction d'un mur, appelé « barrière de séparation » par les autorités israéliennes, présenté comme

devant mettre fin aux attentats terroristes en séparant définitivement Israéliens et Palestiniens. Son tracé permettait d'intégrer 65 colonies du côté israélien, mais aussi 11 000 Palestiniens et la grande majorité des 250 000 Palestiniens de Jérusalem-Est.

Estimant que la protection des colonies de Gaza aurait été trop difficile et coûteuse, Sharon les fit évacuer, n'hésitant pas à envoyer l'armée déloger les colons qui refusaient de partir. Pour mettre en œuvre cette politique qui l'amena à s'opposer à une partie de l'extrême droite, Sharon rechercha le soutien des travaillistes et leur proposa de participer à son gouvernement. En acceptant, ceux-ci montrèrent clairement qu'ils étaient incapables d'offrir une alternative politique. À l'issue de cette période, le Parti travailliste ne fut plus jamais en mesure de revenir au pouvoir autrement qu'en participant à des gouvernements dirigés par la droite, voire par l'extrême droite.

#### NETANYAHOU DE PLUS EN PLUS OTAGE DE L'EXTRÊME DROITE

À partir de 2009, Netanyahu, devenu le dirigeant du Likoud, est parvenu à se maintenir douze ans au poste de Premier ministre, battant ainsi le record de longévité détenu jusque-là par Ben Gourion. Mais, pour cela, il lui a fallu trouver des soutiens à l'extrême droite, qu'il a ainsi contribué à renforcer et dont il est devenu de plus en plus dépendant.

Il s'est ainsi allié aux nationalistes religieux du parti Foyer juif, dont l'un des dirigeants, Naftali Bennett, a été le porte-parole des colons de Cisjordanie. Avigdor Lieberman, qui avait appelé à « *décapter à la hache les Arabes israéliens infidèles à Israël* », a occupé

successivement les postes de ministre des Affaires étrangères puis de la Défense dans les gouvernements de Netanyahu.

En 2018, la droite et l'extrême droite au pouvoir ont imposé le vote d'un texte intitulé *Israël en tant qu'État-nation du peuple juif*, destiné à remplacer la formule « État juif et démocratique » définissant Israël jusque-là. Un tel changement visait à réduire encore la place accordée aux Arabes israéliens, qui représentent 20% de la population du pays. Symboliquement, il abolissait le statut officiel que la langue arabe partageait avec l'hébreu depuis 1948. Enfin, un des articles stipulait : « *L'État considère le développement de l'implantation juive comme un objectif national et agira en vue d'encourager et de promouvoir ses initiatives et son renforcement.* »

Dans ce domaine, les gouvernements de Netanyahu ne se sont pas contentés de déclarations d'intentions. Ils ont autorisé la construction de centaines de logements dans les colonies juives, expulsant des Palestiniens de leurs habitations, déclarées illégales. Aujourd'hui, 475 000 Israéliens résident dans des colonies en Cisjordanie, où vivent 2,9 millions de Palestiniens. À ces colons s'ajoutent les 230 000 installés à Jérusalem-Est, où habitent plus de 360 000 Palestiniens.

En juin 2021, Netanyahu a été écarté du pouvoir par une coalition de huit partis, constituée par les travaillistes, des représentants de l'extrême droite comme Bennett et Lieberman, des politiciens de centre droit comme Yaïr Lapid, un ex-journaliste vedette de la télévision, et même une formation islamiste arabe. Bennett a succédé à Netanyahu au poste de Premier ministre et a poursuivi la politique de son prédécesseur dans tous les domaines, en particulier vis-à-vis des Palestiniens.

Ainsi, face à une multiplication d'actes de résistance, en particulier dans la jeunesse palestinienne, l'armée israélienne a lancé au printemps dernier une opération militaire au nom explicite : Briser la vague. Celle-ci a eu pour résultat de faire de l'année 2022 la plus meurtrière depuis dix-huit ans pour les Palestiniens, avec 144 victimes. Il faut aussi ajouter les arrestations particulièrement nombreuses : au 31 décembre, Israël maintenait 4 658 Palestiniens en détention provisoire pour des infractions liées à la sécurité, selon les chiffres des services carcéraux israéliens. Plus de 900 d'entre eux le sont au titre de la détention administrative, qui peut être arbitrairement prolongée sans aucune limite.

La coalition hétéroclite Bennett-Lapid a fini par éclater au bout d'un an, et Netanyahu est parvenu à revenir au pouvoir à l'issue des élections de novembre 2022.

### « DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE »... SANS DÉNONCER L'OPPRESSION DES PALESTINIENS !

Le retour au pouvoir de Netanyahu s'est traduit par un durcissement de la répression contre les Palestiniens. L'armée israélienne mène des raids de plus en plus meurtriers, faisant des dizaines de morts, au sein même de villes palestiniennes, comme à Jenine et à Naplouse.

Présentée comme une réponse à des attentats commis par de jeunes Palestiniens, cette politique ne peut qu'alimenter l'escalade. Se sentant protégés, les colons juifs d'extrême droite ont multiplié les agressions à l'encontre de Palestiniens. La ville palestinienne d'Howwarah, située dans le nord de la Cisjordanie, a été attaquée dans la soirée du dimanche 26 février par des groupes de colons, qui ont pu se livrer à un pogrom antipalestinien, faisant un mort

et une centaine de blessés, sacageant et incendiant de nombreux bâtiments, devant des militaires israéliens passifs, voire complices.

Les manifestations qui ont lieu depuis des mois, réunissant des dizaines de milliers de personnes dans les principales villes d'Israël, dénoncent l'alliance entre Netanyahu et l'extrême droite au nom de la défense de la démocratie. Mais il est remarquable qu'elles ne mettent pas du tout en cause la politique gouvernementale à l'égard des Palestiniens.

Leur seule cible est le projet de réforme du système judiciaire élaboré par Netanyahu afin de tenir les promesses faites à ses alliés d'extrême droite. Ce texte prévoit en effet de diminuer les pouvoirs de la Cour suprême, pour l'empêcher de remettre en cause une loi votée par les députés. Or la Cour suprême est souvent apparue comme un contre-pouvoir, no-



Une Palestinienne devant sa maison incendiée par des colons juifs à Howwarah, le 26 février.

tamment pour s'être parfois opposée à la création de certaines colonies ou à certains mouvements religieux.

Une partie de la population s'est inquiétée de la volonté du gouvernement d'accroître son pouvoir, d'autant plus que, avec le poids acquis en son sein par l'extrême droite, il y avait toutes les raisons de s'attendre à des attaques contre les droits des femmes, des homosexuels, des Arabes palestiniens, déjà considérés comme des citoyens de second ordre, et d'une façon générale contre les libertés publiques.

Parmi les initiateurs des manifestations figure Yaïr Lapid, qui cherche à revenir au pouvoir en confortant son image d'opposant à Netanyahou. On y trouve aussi de nombreuses personnalités de premier plan, anciens ministres, ex-dirigeants des services de sécurité, généraux à la retraite... Cela explique les limites politiques que les organisateurs de cette mobilisation ne veulent pas dépasser, se refusant à remettre en cause la politique qu'ils ont eux-mêmes mise en œuvre.

Pour ouvrir une perspective différente, mettre en avant la défense d'une démocratie qui n'a jamais existé pour les Palestiniens ne suffira pas. On ne peut combattre l'influence de l'extrême droite en Israël sans remettre en cause la politique de colonisation, sans contester plus généralement l'oppression dont sont victimes les Palestiniens depuis 1948.

Le renforcement de l'extrême droite et l'évolution vers un régime de plus en plus autoritaire sont la conséquence de l'état de

guerre dans lequel le pays est obligé de vivre en permanence. S'opposer à cette évolution ne peut se faire sans remettre en cause la politique menée depuis la naissance d'Israël à l'égard des Palestiniens et des populations arabes de la région.

### **IL N'Y AURA PAS DE SOLUTION SANS LUTTER CONTRE L'IMPÉRIALISME**

Au Moyen-Orient, comme dans les autres régions du monde, les dirigeants des États impérialistes, à commencer par ceux des États-Unis, se pré-occupent exclusivement de conforter des régimes capables de servir leurs intérêts contre les peuples. Depuis sa naissance, l'État israélien joue ce rôle de gendarme de l'ordre impérialiste, ce qui lui permet de bénéficier d'une totale impunité. Mais l'actuelle escalade de violence montre une fois de plus que la population israélienne ne pourra pas vivre en paix tant que les droits des Palestiniens ne seront pas reconnus.

En tant que révolutionnaires, nous sommes inconditionnellement solidaires de la lutte des Palestiniens pour faire reconnaître leurs droits nationaux. Rien ne peut justifier la politique de mépris et de violence des gouvernements israéliens, l'occupation militaire et la colonisation. Mais les organisations nationalistes palestiniennes ont elles-mêmes contribué à conduire leur peuple dans une impasse. Après la guerre des Six-Jours, qui avait entraîné un discrédit des États arabes, la lutte des Palestiniens était

devenue un exemple pour les masses arabes. Cela aurait pu leur permettre de prendre la tête d'une révolte des masses populaires arabes à l'échelle de tout le Moyen-Orient, à la fois contre les États arabes en place et contre le système impérialiste qui les maintenait dans le sous-développement et la misère. Mais le seul objectif des dirigeants nationalistes palestiniens se limitait à obtenir la création d'un État dans le cadre de l'ordre impérialiste et à obtenir la reconnaissance diplomatique des grandes puissances.

Aujourd'hui, l'OLP en Cisjordanie et le Hamas à Gaza contrôlent chacun une partie de la fantomatique Autorité palestinienne issue des accords d'Oslo, y exerçant un pouvoir dictatorial. En plus des violences de l'armée israélienne, la population de ces territoires doit subir celles des appareils policiers palestiniens qui protègent les intérêts d'une minorité de privilégiés. La progression du courant islamiste, du Hamas ou d'autres mouvements concurrents et de leurs idées réactionnaires, constitue le pendant de la montée de l'extrême droite en Israël. Les deux évolutions s'alimentent et conduisent les deux peuples dans une même impasse.

La seule issue à ce conflit ne pourra être trouvée que dans une lutte commune menée par les exploités de la région, juifs et arabes, contre leurs propres dirigeants et les couches possédantes dont ils servent les intérêts, et contre l'impérialisme qui a tout fait pour dresser ces peuples les uns contre les autres.

*30 mars 2023*



## Turquie: le gouvernement Erdogan, un bilan catastrophique

**La crise économique, doublée de la crise politique à partir de 2015, avait miné le pouvoir d'Erdogan bien avant le tremblement de terre du 6 février 2023, dont certains médias estiment que le coût pour le gouvernement turc sera de l'ordre de 126 milliards de dollars. Ses effets désastreux font maintenant du régime d'Erdogan un véritable mort vivant, et rappellent les conditions dans lesquelles il avait pu parvenir au pouvoir en 2002, après que le séisme de 1999 eut contribué à sonner le glas du gouvernement précédent.**

Avant 2002, une coalition du Parti social-démocrate DSP de Bülent Ecevit et du parti d'extrême droite MHP était au pouvoir. Touché par la crise économique à partir de 1999, ce gouvernement avait déclaré ouvertement qu'il ne souhaitait pas payer pour celle-ci la part que réclamaient les États-Unis et l'Union européenne. En même temps, il avait voulu prendre une orientation « néo-ottomane », affirmant vouloir jouer un rôle prépondérant dans la région du Moyen-Orient. Les États-Unis étaient alors intervenus par des pressions économiques, réussissant à faire s'écrouler la monnaie turque : la livre perdit en quelques jours 70 % de sa valeur. La chute du gouvernement Ecevit avait provoqué les élections anticipées de novembre 2002 et la victoire de l'AKP (Parti de la justice et du développement), nouvelle formation politique dont faisaient partie Erdogan et son entourage.

### DES ANNÉES FASTES À LA CRISE

Le gouvernement créé en 2002 par l'AKP s'appuyait sur des tendances issues du cou-

rant islamiste Milli Görüş (Vision nationale), la tendance dont faisaient partie Erdogan et la tendance dite güleniste de Fethullah Gülen, également proche du patronat turc et des États-Unis. Ce nouveau gouvernement avait le soutien des grandes puissances, et celles-ci lui ont alors grand ouvert leurs caisses, accordant des crédits importants permettant à la Turquie d'investir des milliards, essentiellement dans les transports et dans le bâtiment. Ces sommes ont alors relancé l'économie turque et contribué à distribuer un pouvoir d'achat important. On estime que la moyenne des salaires est passée d'environ 200 dollars en 2000 à presque 400 dollars en 2012.

Le pouvoir de l'AKP a commencé ensuite à être touché par la crise économique, mais aussi par les effets de la guerre qui avait commencé en son sein entre le clan d'Erdogan et celui de Fethullah Gülen. Après l'échec de la tentative de coup d'État militaire du 15 juillet 2016, les gülenistes ont été éliminés du pouvoir et Erdogan et ses partisans les ont remplacés par des hommes venus du parti d'extrême droite MHP et en partie du kémalisme.

Le mécontentement a commencé à s'exprimer dans les entreprises, notamment durant les grèves de 2015 dans la métallurgie. Mais il s'est aussi exprimé dans la presse et lors des élections à partir de 2016, malgré les manipulations notoires de l'AKP. Aux élections municipales de 2018, malgré toutes les tentatives de malversations et tricheries, le parti d'Erdogan a perdu les municipalités de la plupart des grandes villes, comme Istanbul, Ankara et Izmir. En même temps, l'aggravation de la crise économique et la dégradation très importante du niveau de vie provoquant un mécontentement qui augmentait de jour en jour, le pouvoir d'Erdogan et de son entourage devenait de plus en plus répressif à l'intérieur et agressif à l'extérieur. Les postures nationalistes, les campagnes contre le mouvement kurde qualifié de terroriste, les expéditions militaires répétées contre les régions kurdes de Turquie et de Syrie, les campagnes contre la Grèce, les emprisonnements arbitraires d'opposants ou supposés tels, ont été autant de dérivatifs pour tenter de faire oublier la profonde crise économique.

Cette crise est bien sûr



**Erdogan en visite aux sinistrés dans la ville de Kahramanmaraş proche de l'épicentre, le 8 février.**

d'abord liée à la crise mondiale, mais il s'y ajoute des facteurs spécifiques, dont le véritable pillage opéré par Erdogan et son entourage. Mais surtout, à partir de 2011, les exportations

turques ont subi un coup sérieux par suite des événements et des guerres en Syrie et en Libye, et plus généralement de la détérioration de la situation économique du Moyen-Orient,

qui était un de leurs principaux marchés. Les revenus du tourisme se sont également écroulés du fait de l'absence des touristes européens, russes ou américains, de plus en plus inquiets de la situation intérieure turque. Il faut encore ajouter à cela les réactions des grandes puissances, des États-Unis à l'Allemagne et à la France, voulant exercer des pressions sur Erdogan pour répondre à ses gestes de défi. Les sanctions économiques, les suppressions de crédits, la fermeture de certains marchés ont commencé sous la présidence de Donald Trump et ont continué ensuite.

Le niveau de vie de la population, qui s'était élevé dans la première décennie du gouvernement de l'AKP, s'est donc écroulé au point qu'aujourd'hui plus de 23 millions de personnes sont menacées d'un procès du fait de leurs difficultés économiques et de leurs dettes, et que 5 millions

de logements sont menacés de saisie pour les mêmes raisons.

## AVANT LES ÉLECTIONS DU 14 MAI

Le séisme du 6 février est survenu dans ce contexte et a révélé au grand jour le mépris et la corruption des autorités. Le cas du Croissant-Rouge a fait scandale et il est révélateur. Cette institution, équivalent turc de la Croix-Rouge, est normalement une institution de volontaires vouée à aider la population, en particulier lors des catastrophes. À l'occasion du séisme, on a appris que son directeur touche un salaire de grand dirigeant d'entreprise de l'ordre de 300 000 livres, à comparer au salaire minimum national actuellement de 8 500 livres, et qu'il a placé à tous les postes de direction ses proches, en leur payant des salaires élevés. Cette institution d'aide humanitaire a été transformée en une véritable société capitaliste, ayant vendu par exemple plusieurs dizaines de milliers de tentes et de vêtements à une association de volontaires dirigée par un chanteur connu. Le Croissant-Rouge, qui récupère gratuitement le sang des donateurs, le vend ensuite.

En fait, il n'y a pas là un phénomène nouveau, car une grande partie des ministères et des organismes de l'État abritent une corruption généralisée. Il y a un an, l'ancien parrain de la mafia Sedat Peker, longtemps complice du pouvoir et tombé en disgrâce, a révélé sur les réseaux sociaux un grand nombre d'affaires venues

à sa connaissance.

C'est dans ce contexte que se présentent les élections présidentielles et législatives prévues pour le 14 mai prochain. La question de la candidature d'Erdogan se pose car, selon la nouvelle Constitution, qu'il a lui-même mise en place, personne ne peut être président pendant plus de deux mandats. Mais l'AKP et lui invoquent des arguments juridiques pour justifier qu'il soit candidat malgré tout. Ils ne voudraient laisser la présidence à aucun prix, car perdre les élections signifierait, pour Erdogan et ses proches, risquer une série de procès et de règlements de comptes pour toutes leurs malversations.

Dans cette situation de crise, le risque de perdre les élections du 14 mai est grand pour Erdogan et l'AKP. Face à eux, une coalition hétéroclite s'est formée, dont le principal objectif est de tenter de leur faire perdre le pouvoir. Sous le nom d'Union du peuple (Millet İttifaki), cette coalition est composée de six partis, à commencer par le CHP dit social-démocrate, issu de l'ancien parti de Kemal Atatürk et dirigé par Kemal Kılıçdaroglu, qui est le candidat commun officiel. Elle compte aussi l'İyi Parti, le Bon parti de Meral Akşener, une ex-ministre de l'Intérieur qui vient de l'extrême droite, et deux autres partis, celui de l'ancien Premier ministre d'Erdogan, Ahmet Davutoglu, et celui de son ancien ministre de l'Économie, Ali Babacan. Le cinquième parti est le parti islamiste original d'Erdogan, le Saadet Partisi, et le sixième, l'ancien Parti démocrate. En fait, le CHP et l'İyi Parti sont les principales forces

de cette coalition, qui pourrait selon les estimations recueillir ensemble environ 45 % des voix, et les quatre autres partis entre 8 et 10 %.

L'AKP a sans doute perdu au cours des années une grande partie de la base populaire qu'il avait gagnée dans les années 2002-2011, et la coalition d'opposition compte sur son érosion électorale pour réussir enfin à se débarrasser d'Erdogan. Il n'est pas encore dit qu'elle y réussisse, car Erdogan a montré qu'il n'était pas prêt à quitter facilement le pouvoir et qu'il n'hésiterait devant aucune manœuvre pour le garder. Mais, pour les travailleurs, la question ne se limite pas là, car le gouvernement qui succédera au gouvernement actuel devra gérer une crise sans précédent, dans une situation internationale particulièrement dégradée.

Le seul ciment de la coalition dite Union du peuple est le désir de remplacer le gouvernement monopolisé depuis vingt ans par les hommes de l'AKP. Si elle parvient au pouvoir, les classes populaires ne pourront donc en attendre que des coups. Le nouveau gouvernement et la bourgeoisie ne pourront avoir d'autre politique que de faire payer aux masses la lourde facture de la crise, quitte à le justifier par la situation catastrophique dont ils auront hérité, aggravée encore par les conséquences du séisme du 6 février. Les travailleurs doivent dès maintenant se préparer à riposter sur leur terrain de classe. Ouvrir des perspectives révolutionnaires, face à ce régime d'oppression, est une tâche urgente.

26 mars 2023



## Turquie : le séisme du 6 février, la souffrance des populations et les profits à venir

**Après le séisme catastrophique du 6 février dans le sud de la Turquie et le nord de la Syrie, nous publions ici une traduction des articles de nos camarades de Sınıf Mücadelesi (Turquie – UCI).**

Le gouvernement AKP, et tous les profiteurs dont il est le plus ardent défenseur, portent une grande responsabilité dans la catastrophe provoquée par le séisme du 6 février et les secousses qui l'ont suivi, dont les conséquences se feront sentir pendant des mois, voire des années.

Tout ce qui s'est produit lors du tremblement de terre de 1999 se reproduit aujourd'hui à plus

vaste échelle. Tout ce qu'Erdoğan critiquait à l'époque s'est reproduit, car il a lui aussi suivi la loi du profit. C'est Erdoğan lui-même qui a modulé l'application de la loi promulguée en 2000, qui était censée garantir des constructions résistantes aux tremblements de terre. Après 2011, pour les provinces situées en zone sismique, il a promulgué des lois assouplissant les contrôles au profit des promo-

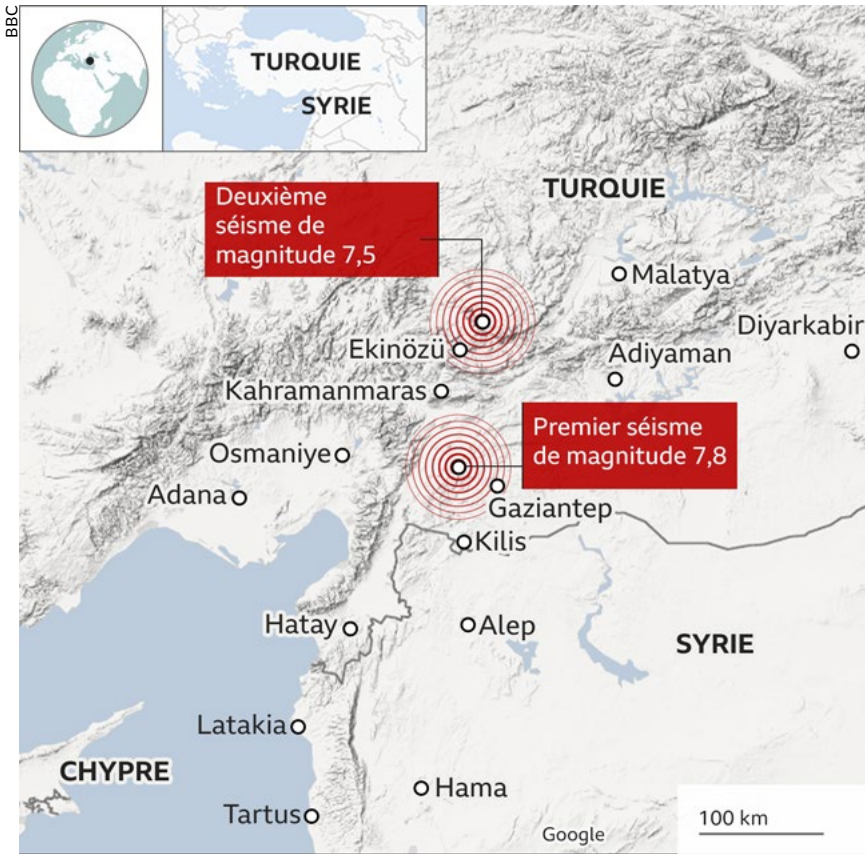
teurs. Le contrôle était presque laissé à leurs soins et des permis ou des certificats de conformité leur étaient délivrés moyennant paiement, pratiquement sans condition. Cela a ouvert la voie à une construction non réglementée et non contrôlée, menée par des entrepreneurs qui étaient des cadres à tous les niveaux du parti AKP ou ses administrateurs dans les municipalités.

Malgré les énormes pertes hu-



À Diyarbakir après le séisme.





Source: INGV

BBC

**Les zones les plus touchées par le séisme du 6 février 2023.**

maines, les destructions et la détresse générale, Erdogan a rejeté la faute sur le destin et n'a pas évolué d'un pouce. Immédiatement, avant même que les répliques du séisme ne cessent et alors que les sinistrés n'avaient même pas encore d'eau, il a donné le départ des travaux de reconstruction. Les raisons de cette précipitation sont l'approche des élections, et aussi l'appétit du profit: avant même que des appels d'offres aient été lancés, les entreprises ont été identifiées, les prêts accordés et les matériaux achetés.

Les patrons du bâtiment qui soutiennent le gouvernement AKP ne pensent pas aux souffrances et aux besoins des victimes du tremblement de terre, mais seulement aux sommes qu'ils pourraient gagner. Il est clair que, dès les premiers jours suivant le séisme, ils se sont mis d'accord sur un plan à présenter à Erdogan, que leurs entreprises vont maintenant mettre en œuvre au nom de l'État. Ce

n'est pas pour rien qu'ils font tous ces efforts pour rassembler sous la même main toute l'aide qui arrive après le tremblement de terre, du pays même et de l'étranger. Ce sont des perspectives radieuses qui se lèvent pour eux, en particulier pour la bande des cinq grands patrons unis autour d'Erdogan; ils vont pouvoir se partager une manne en disant «reconstruire et reconstruire à partir de zéro».

Erdogan a modelé son parti et les institutions autour de la distribution des prébendes. Les cadres de l'AKP savent très bien utiliser leurs postes et les infrastructures de l'État pour servir les intérêts patronaux. Ils sont également très prompts à recourir à l'intimidation, à la pression et à la violence à l'encontre de ceux qui s'opposent à leurs menées. Alors que des sinistrés étaient encore sous les décombres et les autres à la rue, la police travaillait déjà dans ses bureaux à identifier les auteurs des commentaires sur les médias

sociaux.

Erdogan ne changera certes pas la politique qu'il a suivie jusqu'à présent. C'est elle qui le maintient au pouvoir, qui nourrit son entourage et surtout qui permet aux bourgeois qui le soutiennent de prospérer. Les dirigeants de l'AKP, et au premier rang les affairistes du BTP, que le dirigeant du Parti social-démocrate, Kılıçdaroglu, accuse d'avoir volé 418 milliards de dollars à l'État, se sont enrichis grâce à lui, en utilisant les équipements publics et en pillant les institutions. Ils ne peuvent que se féliciter de ce gouvernement et de l'ordre qu'il impose en le justifiant par la religion.

Les travailleurs, malgré toute la richesse qu'ils ont produite et les possibilités qu'ils ont créées, doivent supporter les souffrances et les destructions. Le responsable, au-delà du gouvernement, est le système qu'il défend. Ils doivent s'organiser et intervenir en tant que classe pour renverser cet ordre capitaliste.

**DES DESTRUCTIONS AGGRAVÉES PAR LE SYSTEME POLITIQUE**

Un mois après le séisme du 6 février, on comptait officiellement plus de 46 000 morts et de 100 000 blessés, 2,7 millions de personnes déplacées; 600 000 bâtiments ont été détruits et le nombre de disparus est inconnu. Le nombre de ceux qui ne peuvent satisfaire à leurs besoins en matière de logement, de chauffage, de soins ou même simplement d'eau potable, est immense.

Le gouvernement voudrait faire taire tout le monde sous prétexte de la catastrophe et tente maintenant de cacher les problèmes en tournant la page du séisme et en lançant la reconstruction.

En réalité, l'AKP, qui dominait presque à lui seul l'ensemble de l'État, a disparu lui aussi sous les

MAKU



Accueil des sinistrés sous une tente pour une soupe, dans la province de Hatay.

décombres en tant que parti et comme gouvernement. Erdogan n'a pu se rendre dans la zone du séisme que quelques jours plus tard, en raison du temps pris par l'organisation des retransmissions télévisées. Les cadres du pouvoir ont pu seulement se vanter d'avoir rapidement enterré les corps et déblayé les décombres.

Les conséquences humaines, économiques et politiques du tremblement de terre n'ont pas encore été pleinement ressenties. Ses effets se propageront par vagues à partir de la région touchée. Les victimes du séisme ne sont pas les seules à subir l'appauvrissement, la détérioration des services sociaux et l'oppression accrue. Les effets de cette dévastation et les pertes subies, au moment où la crise économique et l'inflation pèsent déjà très lourdement, aggraveront encore la situation.

Le séisme de 1999 et la crise économique qui avait suivi ont été fatals au gouvernement de coalition DSP-MHP. Ces partis avaient été éliminés du Parlement et de la scène politique, ouvrant la voie à l'arrivée au pouvoir d'Erdogan. Le parti DSP d'Ecevit a alors payé le prix politique de la corruption, du vol et du manque de contrôle que le tremblement de terre avait révélés. Le prix économique et social a été payé par la classe ouvrière, dont les droits ont été restreints et les possibilités d'action réduites.

Erdogan s'est beaucoup servi à l'époque des scandales mis au jour par le séisme de 1999. Cependant, il n'est pas revenu sur les atteintes aux droits des travailleurs qui l'avaient suivi, renforçant au contraire la répression et les restrictions. La chance d'Erdogan a alors été l'abondance du crédit à l'échelle mondiale et le soutien ouvert des

dirigeants des États-Unis et de l'UE. Aujourd'hui, il est pris dans le piège où était tombé Ecevit.

Les victimes du séisme et les habitants des zones sismiques sont à la recherche de solutions et de moyens d'en sortir. Des millions de personnes voudraient les aider. À tous ceux-là s'opposent les cadres et les politiciens qui se sont partagé les places à tous les niveaux de l'État, gravitant autour d'un gouvernement habitué à voler, à confisquer, à vendre, à gagner de l'argent en mentant et sans connaître aucune règle.

Le gouvernement voudrait prévenir les réactions en commençant à reconstruire dans la zone du séisme. Cependant, les secousses continuent encore ; elles se sont même propagées à d'autres villes, et l'intensité des tremblements de terre à Bingöl et İskenderun n'a pas diminué. Ce gouvernement n'est pas capable d'apporter une vraie so-

lution à des problèmes d'une telle ampleur et aux telles conséquences. Ce ne serait possible qu'avec le concours des masses et une intervention de la classe ouvrière dans le cadre d'une mobilisation organisée sous son propre contrôle. Ni le gouvernement ni l'opposition politique n'ont évidemment une telle approche. Pire encore, Erdogan et ses proches ne dévient pas d'une politique axée sur les intérêts de leur propre entourage.

### LES CONSÉQUENCES DU SÉISME SUR L'ÉCONOMIE

Près de 14 millions de personnes vivaient dans la zone sinistrée par le tremblement de terre du 6 février, une zone qui couvre onze provinces de Turquie et qui abrite 15,7 % de la population du pays. Par bien des côtés, ce sont des zones très importantes pour l'économie turque et leur dévastation aura des conséquences désastreuses.

Ces onze provinces frappées par le séisme représentaient 10,9 % des exportations nationales, soit 27,6 milliards de dollars sur 254,2 milliards en 2022. La province de Gaziantep en a réalisé la plus grande partie, soit 11,2 milliards de dollars, celle de Mersin 6,2 milliards, celle du Hatay 4 milliards et celle d'Adana 3,1 milliards de dollars. De plus, le port d'İskenderun, où s'effectuaient la plupart des exportations, a été gravement endommagé et il est inutilisable.

Outre le prix très lourd payé par les habitants de la région, les effets seront désastreux dans les domaines de la production, de l'exportation, des transports, de la logistique, et bien sûr pour la main-d'œuvre. Simple exemple : l'impôt annuel payé par la région, qui compte pour 176 milliards de livres, manquera dans le budget de l'État.

L'an dernier, 567,7 milliards de livres turques, soit une part importante des recettes budgétaires totales du gouvernement central (2802 milliards de livres), provenaient de ces onze provinces. L'arrêt de la production, du commerce et des activités économiques dans cette région entraînera aussi une perte significative pour les finances publiques.<sup>1</sup>

### 785 MILLIARDS DE LIVRES DE DETTE

La catastrophe aura aussi de graves conséquences pour le secteur bancaire et surtout ses clients. Fin 2022, celui-ci comptait pour 10,3 % du total de la dette, soit 784,9 milliards de livres sur un total de 7643 milliards. Ce montant comprend les prêts commerciaux et les prêts à la consommation contractés par les victimes du tremblement de terre, qui aujourd'hui ont désespérément besoin d'argent.

Depuis des années, la politique du gouvernement encourage le recours au crédit et à l'endettement. Le problème du remboursement des dettes, déjà aggravé par la crise économique, le sera encore plus pour les victimes du séisme, mais pèsera aussi à terme sur toute la population, car les taux d'intérêt des prêts vont augmenter. Sur les 160,8 milliards de livres de crédits émis par le secteur bancaire à la fin de 2022, 12,3 %, soit 19,8 milliards de livres, concernent les onze provinces touchées. Après cette catastrophe, la dette va encore augmenter de manière exponentielle et, bien entendu, les bénéfices des banques augmenteront au même rythme !

### 39 % DES BÂTIMENTS HORS DE LA RÉGLEMENTATION

Sur les 3840000 bâtiments re-

centés dans les provinces touchées par le séisme, 1 493 000 ont été construits avant que la réglementation antisismique ait été mise en œuvre. Une raison en est la décision de l'AKP de retarder son application dans cette région, en soutien aux patrons du secteur du bâtiment. Lorsque Erdogan dit que toutes étaient des constructions anciennes, c'est un mensonge pour nier ses responsabilités.

La région compte 43 centrales hydroélectriques et barrages importants, dont les barrages Atatürk et Karakaya, qui ont une importance stratégique pour la fourniture d'énergie au pays. Le barrage de Sultansuyu à Malatya, touché par le tremblement de terre, devrait par précaution être progressivement vidé.

### LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

De nombreux travailleurs, dont les habitations ont été détruites, ont dû quitter la région. Ceux qui sont restés sur place font face à d'énormes problèmes, en matière de logement ou même de simple subsistance. La production est arrêtée dans un grand nombre d'entreprises. Beaucoup de travailleurs sont morts ou ont été blessés et les autres n'ont aucune sécurité d'emploi. Il y a chez les travailleurs de tout le pays un sentiment de solidarité à l'égard de ceux qui ont été touchés par le tremblement de terre, et il est impératif de défendre leurs droits et leurs emplois, et d'empêcher les patrons de s'y attaquer. Les cercles du pouvoir et de l'opposition, eux, se contenteront de gérer la situation avec de beaux discours.

Le 8 mars 2023

1 Au 1<sup>er</sup> mars 2023, l'euro équivalait à 20 livres turques, une monnaie qui a perdu une grande partie de sa valeur sur le marché des changes. Un milliard de livres turques équivalaient alors à 50 millions d'euros.



## Les déboires de l'impérialisme français dans ses anciennes colonies d'Afrique

**Nous publions ci-dessous un texte paru dans *Le pouvoir aux travailleurs* (n° 292 de son édition en Côte d'Ivoire, n° 493 dans l'émigration africaine en France, 5 mars 2023), édité par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes.**

Macron a répété plusieurs fois : « *L'âge de la Françafrique est révolu* », « *Il n'y a plus de pré carré de France* », mais le premier chef d'État africain à qui il a rendu visite, lors du voyage qu'il vient d'effectuer du 1<sup>er</sup> au 4 mars sur le continent africain, est Ali Bongo, président du Gabon, le symbole vivant et le plus pur produit de la Françafrique. C'est le fils d'Omar Bongo, intronisé en 1967 à la tête du pays (après la mort du premier président, Léon Mba) par Jacques Foccart, le Monsieur Afrique du général de Gaulle. Il a été mis à la tête de cette ancienne colonie et protégé militairement par la France jusqu'à sa mort, en 2009, car la bourgeoisie française avait besoin de garder la main sur les principales ressources naturelles stratégiques de ce pays : pétrole, uranium et manganèse. Cela reste vrai jusqu'à nos jours. La France y dispose toujours d'une base militaire permanente. L'actuel président du Gabon n'aurait pu succéder à son père sans le soutien de Paris. Par cette visite à Bongo puis à Sassou-Nguesso au Congo, Macron a réaffirmé à ces deux valets de l'impérialisme français qu'ils pouvaient toujours compter sur son soutien, en échange de leur soumission aux intérêts

de la bourgeoisie française. On peut appeler ça Françafrique, pré carré ou autrement, c'est le fond qui compte, et il n'est pas du tout révolu malgré tout ce que peut prétendre Macron !

\*\*\*

Après le Mali et la Centrafrique, c'est le Burkina Faso qui a demandé le retrait de l'armée française, « dans un délai d'un mois » selon l'ultimatum lancé le 21 janvier 2023 par le chef de la junte, le capitaine Ibrahim Traoré. Celui-ci est arrivé au pouvoir par un coup d'État, le 30 septembre 2022, contre le lieutenant-colonel Sandaogo Damiba, lui-même issu d'un coup d'État huit mois plus tôt.

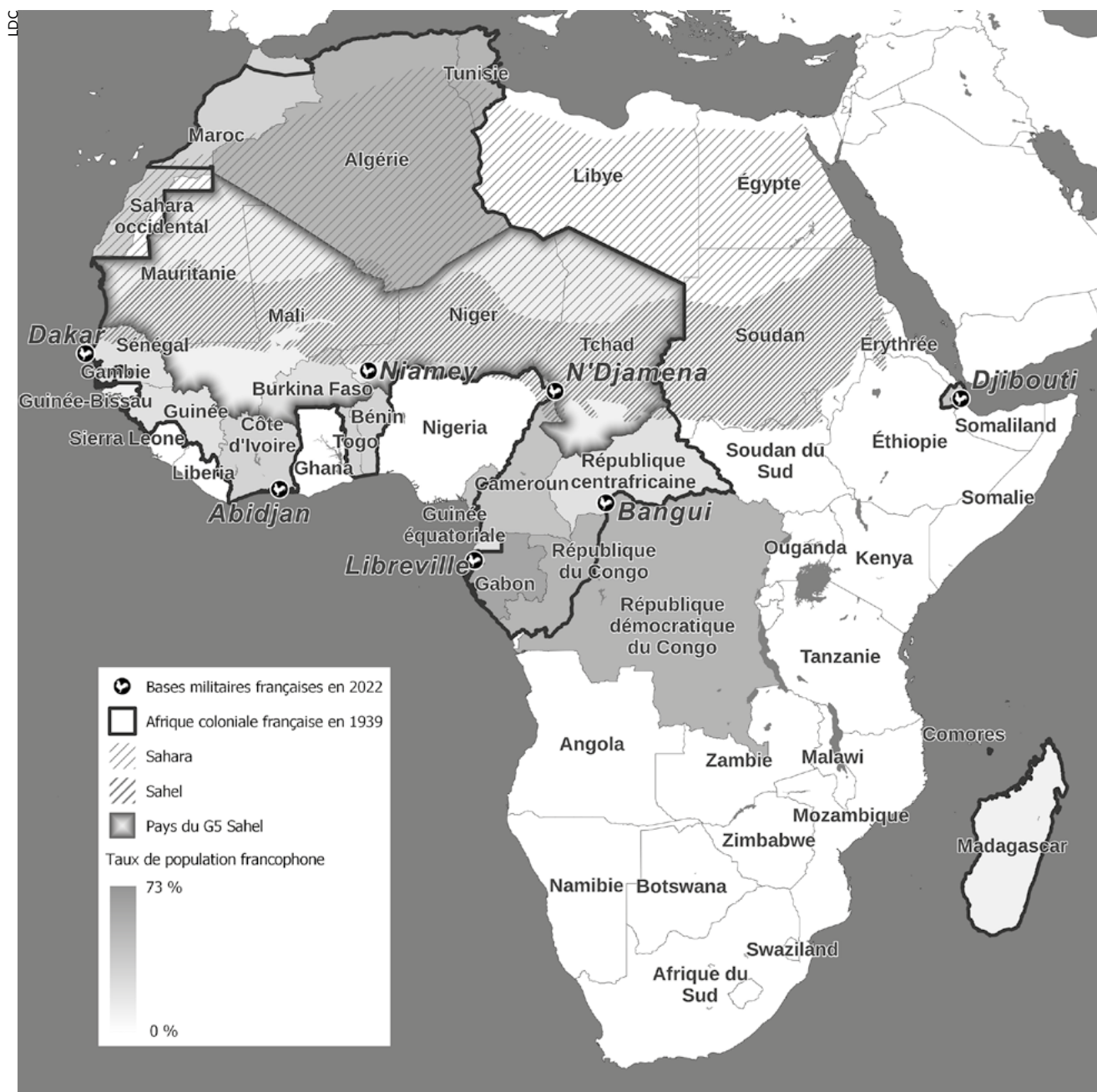
Les autorités françaises ont procédé au transfert des 400 militaires de leur base du Burkina Faso vers le Niger, chez Mohamed Bazoum, un allié et serviteur des intérêts de l'impérialisme français honni par sa propre population. Celle-ci a manifesté plusieurs fois en 2021 et 2022, contre son régime dictatorial et contre la présence des troupes françaises au Niger.

Alors, demain, ne va-t-on pas voir le même scénario se reproduire au Niger, au Tchad ou dans un autre pays africain abritant une base militaire fran-

çaise ? C'est une crainte qu'un certain nombre de dirigeants politiques français émettent de plus en plus à haute voix. C'est probablement cette crainte qui a conduit le gouvernement français à annoncer le 20 février 2023 son intention de réduire les effectifs de sa base militaire permanente de Port-Bouët à Abidjan, bonnes œuvres de l'armée française en faveur de l'État ivoirien. Reste à savoir si cette tromperie suffira à calmer les ardeurs de ceux qui, dans la population et probablement au sein de l'armée ivoirienne, ne veulent plus de cette présence militaire, vestige du passé douloureux de l'Afrique coloniale et, en même temps, instrument de la continuation de la domination après la décolonisation.

### MAUVAISE FOI ET MENSONGE S'AJOUTENT À L'AVEUGLEMENT

Le 6 octobre dernier au Sénat, lors d'une séance de questions d'actualité au gouvernement, un sénateur s'adressait en ces termes à Catherine Colonna, ministre française de l'Europe et des Affaires étrangères : « *Bamako, Bangui, Yaoundé, Dakar, N'Djamena et, samedi*



dernier, Ouagadougou : partout en Afrique, le sentiment anti-français grandit et se manifeste de plus en plus violemment. » On assiste, dit-il, à « une spirale exponentielle d'un sentiment et d'actes anti-français sur place. Les milliards d'euros d'aide publique au développement ne changent pas la donne, car ce jugement est irrationnel, et le malaise extrêmement profond. [...] Par maladresse peut-être, par manque de communication assurément, nous ne parvenons pas à convaincre ou tout simplement à rassurer les populations locales sur nos louables intentions. Il y a

vingt ans, en Afrique, les slogans anti-français étaient du style : « On en a marre ! » ; aujourd'hui, le slogan récurrent est : « France dégage ! » [...] Comment interrompre un tel processus de dégradation de l'image de notre pays ? »

Une sénatrice a aussi fait part de son inquiétude sur la francophobie qui, selon elle, serait en train de se répandre « au Cameroun, au Mali, au Burkina Faso ou encore en Côte d'Ivoire ».

À ces inquiétudes, la ministre a répondu que « la France est victime d'une scandaleuse cam-

pagne de désinformation en Afrique » et que la lutte contre cette désinformation « est désormais une priorité » pour son ministère. En d'autres termes, elle a l'intention d'alimenter massivement les médias officiels et non officiels de propagande mensongère pour vanter les prétendues bonnes œuvres et les louables intentions de la France en Afrique.

Ces parlementaires et le gouvernement de Macron font semblant de ne pas voir que, derrière ce qu'ils dénoncent comme étant la montée d'un

DR



Jeunes combattants de l'Armée de Libération Nationale du Cameroun (ALNK) liée à l'UPC, dans l'Ouest du Cameroun, avant 1960.

sentiment anti-français ou de la francophobie, il y a une réelle contestation de la mainmise de l'État français sur ses anciennes colonies. Ils font d'autant plus volontairement cet amalgame, tout en invoquant l'irrationnel, qu'ils cherchent à masquer leurs propres responsabilités dans la montée de cette hostilité.

Cette hostilité n'a rien d'irrationnel et ne date pas d'aujourd'hui. Ce ne sont pas les réseaux sociaux ni on ne sait quelle officine cachée derrière un clavier qui la créent, mais les dirigeants de l'impérialisme français eux-mêmes, par la politique qu'ils mènent dans leurs anciennes colonies. Elle est le résultat de décennies de soutien aux dictatures sanginaires et corrompues, de pillage économique, d'exploitation et d'oppression des populations. Elle est aussi le résultat de l'arrogance, du mépris et de l'hypocrisie des dirigeants successifs de l'État français envers les populations des pays sous leur domination.

Les gouvernements de gauche comme de droite qui se sont succédé en France ont toujours voulu dissimuler sous le tapis les massacres, les atrocités, les viols et les vols commis dans

leurs anciennes colonies. Même le simple fait de reconnaître des faits qui se sont déroulés il y a 70 ans est un geste exceptionnel, présenté comme un acte de courage et de générosité présidentielle. Lors de son récent voyage au Cameroun, Macron a voulu jouer au président ouvert et transparent en acceptant d'ouvrir une partie des archives de l'État français sur la guerre d'indépendance du Cameroun à une commission d'historiens. C'est au cours de cette guerre, qui a commencé en 1955, que le dirigeant nationaliste Ruben Um Nyobè et de nombreux militants de son parti, l'UPC, ont été traqués puis exécutés sauvagement, comme des dizaines de milliers de personnes. Les massacres se sont poursuivis bien après l'indépendance du Cameroun en 1960, sous la dictature sanglante d'Ahidjo, installé au pouvoir par l'armée française. Celle-ci a aidé Ahidjo durant de nombreuses années à éliminer physiquement les militants de l'UPC. L'actuel président Biya a commencé sa carrière politique en 1962 en tant que chargé de mission d'Ahidjo puis ministre et ensuite Premier ministre, avant de l'évincer du pouvoir en 1982 avec l'appui de l'ancienne

puissance coloniale.

L'État français a tout fait pour que le sang qu'il a fait couler dans ce pays ne soit pas connu du public. Cela fut le cas dans bien d'autres massacres du même genre dans d'autres colonies. La chape de plomb du secret d'État couvre jusqu'à nos jours de nombreux faits coloniaux.

Ce sont aussi les réactions provoquées par ce « Circulez, il n'y a rien à voir ! » qui reviennent comme un boomerang à la figure de l'ancienne puissance coloniale !

### LA PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LES GROUPES TERRORISTES AU SAHEL

Les troupes françaises dépêchées au Mali, au Burkina Faso et au Niger étaient prétendument destinées à protéger les populations contre les groupes armés djihadistes qui semaient la terreur dans cette région du Sahel. Mais les opérations Serval, Barkhane et autres ont surtout servi à maintenir des valets locaux au pouvoir, afin de permettre à la bourgeoisie française de continuer à s'enrichir au détriment des populations de ces pays.

Ces populations, prises en étau entre les bandes armées terroristes et les armées officielles, qui ne se comportent pas mieux que ceux qu'elles prétendent combattre, se sont rendu compte que les troupes françaises n'étaient pas venues pour éradiquer le terrorisme, mais pour autre chose. Les groupes armés terroristes ont continué de sévir, parfois sous les yeux indifférents des troupes de Barkhane et des trois États sahéliens concernés. Des milliers de villageois ont été assassinés, d'autres ont dû abandonner leur village pour aller vivre là où ils le pouvaient, dans des camps de réfugiés quand ils en trouvaient. Entre 2013 et 2021, il y a eu plus

de 2,5 millions de déplacés dans le Sahel selon le HCR, organisme des Nations unies chargé des réfugiés. Leur nombre a continué d'augmenter depuis 2021.

La colère des populations contre les régimes corrompus et sanguinaires qui les volaient et les opprimaient s'est retournée contre la France qui a servi de bouclier à ces régimes. Des officiers de l'armée, comme Assimi Goïta au Mali ou Ibrahim Traoré au Burkina Faso, ont profité de ce climat de contestation pour s'emparer du pouvoir (le 19 août 2020 au Mali et le 30 septembre 2022 au Burkina Faso). Leurs discours nationalistes et la rupture des accords militaires avec l'ancienne puissance coloniale leur ont permis de redorer leur blason auprès d'une partie de la population, mais pour combien de temps ? Un changement de personnes à la tête de l'État et de l'armée ne suffit pas pour que brusquement ils changent de nature. Ils restent et resteront fondamentalement des instruments au service de la classe des possédants et des exploités pour maintenir l'ordre capitaliste dans leur pays. Comme tous les pouvoirs qui les ont précédés, ils n'hésiteront pas à réprimer violemment les populations lorsque celles-ci se mobiliseront pour réclamer plus de justice et de meilleures conditions d'existence.

En Centrafrique et au Mali, ce sont les mercenaires de l'entreprise russe Wagner qui ont remplacé les troupes françaises. Demain ce sera peut-être le tour du Burkina Faso. Il s'agit d'une entreprise privée qui fait payer ses services, comme n'importe quelle entreprise capitaliste. Le paiement se fait en nature, sous forme de droit d'exploitation d'une mine d'or, de diamant ou autres richesses naturelles. Ces mercenaires ne sont ni pires ni

meilleurs que les légionnaires que l'État français a l'habitude d'envoyer en Afrique pour sauver un de ses valets en difficulté.

### LA BOURGEOISIE FRANÇAISE CONCURRENCÉE DANS SA CHASSE GARDÉE AFRICAINE

Face à cette nouvelle situation au Mali et au Burkina Faso, Macron, chef de file de l'impérialisme français, a dû s'adapter et accepter de retirer ses troupes de ces deux pays, tout en gardant la possibilité d'y intervenir à partir du Niger ou de ses bases militaires permanentes de Côte d'Ivoire, du Sénégal ou du Tchad.

L'État français tient d'autant plus à maintenir son rôle de gendarme de l'Afrique que sa bourgeoisie a de plus en plus de mal à faire face à la rude concurrence des autres puissances capitalistes, y compris dans les pays considérés jusqu'à ces dernières années comme faisant partie de son pré carré. Mais le bouclier militaire doublé du bouclier monétaire que constitue le franc CFA<sup>1</sup> ne suffit plus à préserver le quasi-monopole que la bourgeoisie française a longtemps détenu dans ses anciennes colonies.

Selon un rapport de la Coface<sup>2</sup> publié en juin 2018, les parts de marché à l'exportation de la France en Afrique (à l'exception du secteur de l'aéronautique) ont été divisées par deux depuis 2000, passant de 11 % à 5,5 % en 2017. Durant cette même période, la part de la Chine est passée de 3 % à près de 18 %, suivie par celle de l'Inde, de la Turquie et de l'Espagne.

Dans les domaines des équipements électriques et électroniques, de l'automobile ou de

la pharmacie, où la France détenait la première place, c'est la Chine et l'Inde qui sont passées devant. Même au Sénégal, pays politiquement et économiquement le plus lié à la France de par ses liens historiques, elle a perdu jusqu'à 25 % de ses parts de marché, tandis qu'en Côte d'Ivoire elle en a perdu entre 15 % et 20 %, toujours pour la période de 2000 à 2017.

Le retrait, en décembre 2022, de Vincent Bolloré (un des plus grands capitalistes français ayant de grosses affaires en Afrique) de ses principales activités logistiques portuaires et ferroviaires en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays d'Afrique, au profit de l'armateur italo-suisse MSC, est la toute dernière illustration de cette tendance au déclin.

### UN CONTINENT CONVOITÉ

Les grandes puissances et leurs multinationales (les États-Unis et la Chine en tête) sont en compétition pour s'emparer des richesses naturelles et de tout ce qui peut leur rapporter des profits énormes sur le continent africain. Celui-ci possède plus de la moitié des réserves mondiales de manganèse, de chrome et de platine, 44 % de vanadium, 78 % de diamant, 40 % d'or... Sans oublier les gisements de terres rares, recherchées entre autres par les industries de l'électronique et de la téléphonie.

Environ 60 % des surfaces arables mondiales non exploitées seraient situées sur le continent africain. Les grandes firmes de l'agrobusiness ont déjà commencé à accaparer les terres les plus fertiles pour y planter des cultures industrielles, au détriment des cultures vivrières et des besoins alimentaires des populations locales. Les côtes

1 Ancienne monnaie coloniale, repeinte en monnaie commune des territoires devenus indépendants, et dont la parité fixe avec l'euro est garantie par le Trésor public français.

2 Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur, créée par l'État français pour couvrir, entre autres, les risques politiques encourus par les capitalistes français opérant à l'étranger.



**Le secrétaire d'État américain Anthony Blinken applaudit un nouveau programme régional de transport signé avec les présidents du Bénin, Patrice Talon (assis à gauche), et du Niger, Bazoum Mohamed (assis à droite), le 14 décembre 2022 à Washington.**

poissonneuses du continent sont également pillées par les grandes sociétés internationales de pêche, avec la complicité des États côtiers africains, au détriment des petits pêcheurs locaux et des populations proches des côtes, victimes de la raréfaction du poisson.

Cette ruée des puissances capitalistes et de leurs industriels vers l'eldorado africain est en train de dessiner le contour d'un nouveau partage du continent africain. La crise actuelle du capitalisme, notamment l'aggravation de la crise énergétique à la suite du déclenchement de la guerre entre l'Ukraine de Zelenski épaulée par les puissances occidentales et la Russie de Poutine, a aiguisé la compétition entre les grandes puissances pour prendre possession des réserves d'hydrocarbures en Afrique. Leurs multinationales font la course pour signer des contrats de forage et d'exploitation avec les régimes en place, en échange de bakchichs.

L'appétit insatiable de ces prédateurs voraces est en train de transformer le continent africain en un futur terrain de bataille des puissances en compétition, à commencer par les deux plus grandes d'entre elles, les USA et la Chine, mais aussi le Japon, l'Allemagne, la France, l'Angleterre, la Belgique, l'Italie, l'Espagne, la Russie et quelques autres.

**PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES ET LES CONTINENTS, LES TRAVAILLEURS ONT LES MÊMES INTÉRÊTS ET UN AVENIR COMMUN À CONSTRUIRE.**

Pendant que le capitalisme mondial fait main basse sur les richesses du continent, l'écrasante majorité de la population africaine, en ville comme dans les campagnes, s'enfonce dans la misère. Le chômage pousse toujours plus de jeunes à migrer vers l'Europe ou ailleurs, quitte

à risquer leur vie en chemin. Ceux qui restent au pays essaient de survivre en faisant des petits boulots précaires et mal payés ou en travaillant la terre. La cherté de la vie aggrave leurs conditions d'existence déjà catastrophiques. Chaque flambée de prix est comme un coup de poignard enfoncé dans leur chair. Pendant ce temps, une petite minorité de parasites et d'exploiteurs locaux étale avec insolence sa richesse au milieu de cet océan de pauvreté.

Dans un monde dominé par le système capitaliste, ceux qui n'ont que leurs bras pour vivre sont les plus mal lotis. Ce sont eux qui produisent les richesses et, sans leur labeur, rien ne fonctionnerait. Mais c'est la classe sociale des exploiters et des parasites qui profite de ces richesses et des moyens dont dispose la société.

Que ce soit dans un pays riche ou pauvre, par-delà leur niveau de vie différent d'un pays à l'autre, les travailleurs subissent cette même logique implacable d'un système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, la recherche du profit individuel et la concurrence entre les individus et les nations. Dans une telle société, où règne la loi du plus fort, les guerres et les rapines font partie des armes de la bourgeoisie pour protéger ses intérêts ou pour agrandir son terrain de chasse.

Les travailleurs n'ont rien de bon à attendre d'un tel système. Ils ont au contraire tout à gagner à le combattre et à le remplacer par un autre, où les frontières seront abolies, où personne n'aura le droit d'exploiter et d'opprimer son semblable, et où l'humanité pourra enfin respirer et profiter librement de la vie. C'est la société que veulent construire les révolutionnaires communistes.





## Thons, requins et aigrefins

**Le 5 février, une majorité des membres de la commission des thons de l'océan Indien (CTOI) se prononçait pour l'interdiction annuelle, trois mois durant, de la pêche industrielle au thon dans leur région. Il s'agit évidemment de tenter de protéger une ressource, et même une espèce, menacée par la surpêche.**

Chaque année, 4,5 millions de tonnes de thon sont capturées. Dans un marché mondial partagé entre quelques groupes, les armateurs européens, principalement français et espagnols, ont un quasi-monopole sur les thons de l'océan Indien. Pour y faire passer leurs captures annuelles de quelques dizaines de tonnes dans les années 1990 à 400 000 aujourd'hui, ces capitalistes des mers ont usé de tous les moyens, techniques comme politiques.

Les thons sont attirés par des dispositifs de concentration du poisson (DCP), des radeaux dérivants équipés de balises, voire de dispositifs signalant l'arrivée du poisson. Lorsqu'une masse suffisante est réunie, attirée par la présence du plancton concentré par le radeau, le navire fait route vers le DCP, l'entoure d'un filet géant, une senne, et remonte des dizaines de tonnes d'un seul coup. Dans l'opération, d'autres espèces de poissons, des cétacés et des thons juvéniles, c'est-à-dire qui ne se sont pas encore reproduits, sont sacrifiés allègrement. On comprend que, dans ces conditions, l'océan Indien se dépeuple rapidement. De plus, chaque navire larguant plusieurs centaines de DCP à chaque campagne, l'océan est envahi de milliers de ces dé-

chets flottants, éventuellement dangereux pour la navigation des petits bateaux.

Les thons sont débarqués dans les conserveries des Seychelles, de l'île Maurice et de Madagascar, qui emploient 20 000 travailleurs, payés naturellement au tarif local – le salaire moyen varie de l'équivalent de 60 euros à Madagascar à 470 euros aux Seychelles, îles dont le niveau de vie, le plus élevé de la région, ne repose que sur le tourisme et le thon. Les exportations de ces usines vers l'Union européenne sont détaxées, car le poisson est pêché par des armements européens. L'Union européenne a en fait organisé elle-même ce marché, ses règlements et la CTOI où, jusqu'ici, elle imposait sa loi et l'exclusivité de la ressource pour ses armateurs. Elle a subventionné les armements, envoyé un représentant permanent dans les îles de la région, balisé le terrain dans les moindres détails. Pour plus de sûreté, le syndicat des armateurs européens au thon, Europêche, avait recruté comme porte-parole l'ancienne fonctionnaire responsable des pêches à la Commission européenne et fait savoir que les crédits de l'UE aux États riverains dépendaient de leurs votes. Ces États riverains constituent en

effet, avec l'Union européenne et les territoires français, l'essentiel des membres de la CTOI. Mais, visiblement, ils n'ont pas réussi à tous les acheter cette fois-ci, et leur type de pêche est, sinon proscrit, du moins mis publiquement en accusation.

Les ONG de défense de l'environnement, au premier rang desquelles Bloom et Greenpeace, dénoncent depuis des années le massacre des thons de l'océan Indien, la ruine de la petite pêche locale et, avec un peu moins de fougue toutefois, les conditions de travail des travailleurs de ce secteur. C'est grâce à leur travail que de grands médias, comme la télévision publique française ou le journal *Le Monde*, ont fait connaître cette situation. Ces ONG, présentes sur place mais surtout dans les grandes métropoles, auprès des États, de l'ONU et de la Commission européenne, crient victoire. C'est prématuré et surtout très hypocrite. En effet, pour les 100 000 petits pêcheurs de l'océan Indien, rien n'est réglé, car l'interdiction temporaire ne concerne que les eaux internationales, bien au-delà des zones de pêche de leurs embarcations. Leur voix risque d'avoir moins de portée que les protestations d'Europêche. Les représentants des armateurs européens, qui

ont même le culot de prétendre défendre les emplois des travailleurs des conserveries, hurlent à la faillite. Pourtant, non seulement rien n'est encore fait, mais les armateurs et l'UE ont la possibilité de faire appel, ce qui suspendrait automatiquement l'interdiction de pêcher. La question est donc bien loin d'être réglée mais, quand bien même le serait-elle, il y a anguille, ou plutôt thon et même banc de thons, sous roche.

En effet Bloom, Greenpeace et les autres ONG qui bataillent contre les DCP et les filets géants militent pour la pêche dite durable, c'est-à-dire à la ligne. C'est en fait un autre type de travail industriel. Des bateaux sont spécialement conçus pour que des dizaines de travailleurs lancent simultanément des lignes à l'arrière, remontent les thons à une cadence infernale sur le pont derrière eux, pendant que d'autres les décrochent, les tuent et les stockent, en attendant qu'un bateau transbordeur vienne récupérer les prises. Comme dans l'océan Indien, les bancs sont repérés par les moyens les plus modernes, du satellite au sonar.

Ce type de pêche, qui a certes l'avantage de ne presque pas capturer d'autres espèces, se pratique surtout dans le Pacifique, pour des volumes encore

plus importants que ceux de l'océan Indien. Cette pêche a la préférence intéressée des importateurs américains, dont la chaîne géante de supermarchés Walmart, et des importateurs britanniques et de leurs relais politiques, associatifs et médiatiques. Sa promotion est assurée par une ONG, International Pole and Line Foundation (Fondation internationale de la canne à pêche), regroupant des armateurs, des chaînes commerciales, « durables et classiques, des conserveries, etc. Ce sont des capitalistes de la même eau, et même de plus gros calibre que les armateurs de l'UE auxquels ils interdisent de fait de pénétrer leurs zones de pêche et leurs marchés. Les prétextes sont écologiques, cela va de soi, et étayés par une série de labels, tous plus verts et durables les uns que les autres.

Mais, alors que des prolétaires modernes opèrent sur les bateaux usines de l'océan Indien, les pêcheurs « à la ligne » du Pacifique sont bien souvent des travailleurs forcés, comme le montre une enquête de 2020, réalisée par le Business and Human Rights Resource Center, intitulée « L'esclavage moderne dans la chaîne de production du thon du Pacifique ». Les coûts de main-d'œuvre de ce type de pêche représentant 30 à 50 % du

total, les armateurs sont amenés à les réduire de plus en plus, d'autant que la rentabilité de la pêche au thon diminue avec la ressource. Les cas de travail forcé, de quasi-esclavage, de mauvais traitements, de disparitions se multiplient dans ces pêcheries. Cela concerne des travailleurs du Sud-Est asiatique et des entreprises qui sont souvent thaïlandaises ou de droit thaïlandais, mais dont les capitaux sont américains ou britanniques et dont la pêche est labellisée durable. De plus, comme dans l'océan Indien, les pêcheurs des îles du Pacifique accusent les grands armements de les réduire à la famine en vidant leur mer. Entre le filet et la ligne, où est alors la pêche durable ?

Les considérations écologistes, quelle que soit par ailleurs leur légitimité, ne sont plus là que le travestissement publicitaire du combat pour dominer un marché. Le progrès technique, ligne ou filet, ne sert qu'à saccager plus définitivement la nature et à exploiter plus féroce le travail, faisant cohabiter le repérage par satellite et le quasi-esclavage. On ne sait ce qui est le plus révoltant, de cette criminelle course au profit ou des mensonges qui l'accompagnent.

20 février 2023

## Errata

Dans le n° 229 (février 2023), dans l'article « Total, fruit d'un accord entre la bourgeoisie française et son État » (p. 7), nous citons Loïk Le Floch Prigent : « *Elf a été créé pour maintenir l'Afrique et les rois nègres dans l'orbite française...* ». Il fallait lire : « *Elf a été créé pour maintenir l'Algérie et les rois nègres dans l'orbite française...* »

Dans le n° 230 (mars 2023), dans l'article « Cryptomonnaies : le capitalisme miné par la spéculation » (p. 29), en évoquant les coupures de courant et les activités de minage du bitcoin dans certains pays où le prix de l'électricité avait rendu cette activité attractive, nous avons mentionné par erreur l'Azerbaïdjan, au lieu du Kazakhstan.

# Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

# Lutte Ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.  
Prix : 1,50 €.

**Fête de Lutte ouvrière 2023,  
à Presles dans le Val-d'Oise :  
Samedi 27, dimanche 28  
et lundi 29 mai  
(week-end de la Pentecôte)  
<https://fete.lutte-ouvriere.org>**

Les exposés du

## Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : [www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT). Prix : 2 €.

## Les dernières conférences :

**La Chine depuis Mao : face aux pressions impérialistes et aux menaces de guerre**  
(n° 171, 10 mars 2023)

**Révolte en Iran : face à une dictature obscurantiste, élément de l'ordre impérialiste**  
(n° 170, 4 février 2023)

**L'Ukraine, terrain d'affrontement entre l'impérialisme et la Russie**  
(n° 169, 19 novembre 2022)

**Les banques, un concentré du capitalisme en crise**  
(n° 168, 20 novembre 2021)

**L'État moderne, de l'époque féodale à nos jours  
Un appareil d'oppression au service des classes dominantes, que les travailleurs devront renverser**  
(n° 167, 31 mai 2021)

Toutes les brochures sont à commander sur la page : [www.lutte-ouvriere.org/publications/commander](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/commander)



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site [lesbonscaracteres.com](http://lesbonscaracteres.com).

## Thomas Rose

### Les socialistes en France 1871-1914

Collection Éclairage

Prix de chaque tome : 8,20€

*Tome 1 : Les  
tentatives d'un parti  
de classe  
1871-1898*



*Tome 2 :  
Du ministérialisme  
à l'Union sacrée  
1898-1914*



## Georg Scheuer

### Seuls les fous n'ont pas peur

Scènes de la guerre  
de trente ans (1915-1945)

Collection Témoignages

Prix : 15€



## Barabara Kingsolver

*Sur les piquets de grève  
Les femmes dans la grande  
grève des mines d'Arizona  
en 1983*

Collection Témoignages

Prix : 19€

# Lisez la presse révolutionnaire internationale!

## AFRIQUE



**Le pouvoir  
aux  
travailleurs**  
mensuel trotskyste  
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES  
Mensuel trotskyste publié par  
l'Union africaine des travailleurs  
communistes internationalistes  
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX  
<http://www.uatci.org>

## ALLEMAGNE



**Das rote Tuch** – Mensuel du  
Bund Revolutionärer Arbeiter  
Abonnement un an: Allemagne 11 €,  
autres pays 15 €  
Correspondance:  
Das rote Tuch,  
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN –  
ALLEMAGNE  
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

## BELGIQUE



**Lutte ouvrière**  
**Arbeidersstrijd**  
communiste trotskiste  
communistisch trotskistisch  
Lutte ouvrière – Arbeidersstrijd  
Correspondance:  
BP 54, rue de la Clef  
7000 MONS – BELGIQUE  
<http://www.lutte-ouvriere.be>  
<http://www.arbeidersstrijd.be>

## ESPAGNE



Correspondance:  
boletinvozobrera@yahoo.es  
APARTADO DE CORREOS – 10210 –  
SEVILLA – ESPAGNE  
<http://www.vozobrera.org>



## ÉTATS-UNIS



**Bimensuel trotskyste**  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique  
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$  
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203 – USA  
<http://www.the-spark.net>



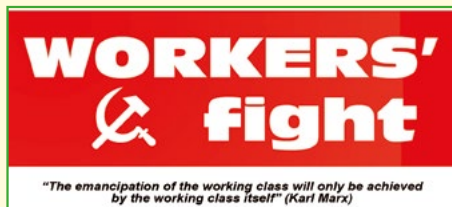
**Revue trimestrielle**  
publiée par The Spark  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique,  
un an (4 numéros): 16 \$  
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203 – USA

## FRANCE



**Hebdomadaire trotskyste**  
Prix: 1,50 €  
Abonnements: France – DOM TOM,  
six mois: 25 €; un an: 50 €  
Autres pays, par avion, sous pli fermé:  
nous consulter  
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –  
CCP PARIS 26 274 60 R  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

## GRANDE-BRETAGNE



**Mensuel**  
Abonnement: écrire à la boîte postale  
<http://www.w-fight.org>  
contact e-mail: [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



**Trimestriel publié par Workers' Fight**  
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –  
GRANDE-BRETAGNE  
Abonnement 1 an:  
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

## GUADELOUPE - MARTINIQUE



**Bimensuel trotskyste**  
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –  
Pli ouvert: 23 €  
Guadeloupe:  
Combat ouvrier – Philippe Anaïs  
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –  
97128 GOYAVE  
Martinique:  
Combat Ouvrier – Louis Maugée  
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE  
CEDEX  
<http://www.combat-ouvrier.com>

## HAÏTI



**Mensuel révolutionnaire**  
internationaliste publié par  
l'Organisation des travailleurs  
révolutionnaires (UCI)  
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI  
e-mail: [vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr)

## ITALIE



**Mensuel du Cercle ouvrier**  
communiste  
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –  
ITALIE  
Abonnement 1 an: 12 €  
<http://www.linternazionale.it> – contact  
e-mail: [linternazionale@tin.it](mailto:linternazionale@tin.it)

## TURQUIE



**Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)**  
Mensuel trotskyste  
Correspondance:  
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –  
GRANDE-BRETAGNE  
<http://www.sinifmucadelesi.net>